

**BERLIET DOIT CEDER!**

**PSU**

# **tribune**

**socialiste**

**vivre  
à paris**

**tribune**  
PSU  
socialiste

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis -  
Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacque-  
line Giraud - Christian Guerche - Gilbert  
Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :  
Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :  
Gérard Borel.

Comité de rédaction :  
Jean-Louis Auduc - François Brousse -  
Gilbert Chantaire - Françoise Claire -  
Robert Destot - Jacques Ferlus - rFan-  
çois Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot -  
Dominique Nores - Lucien Saintonge -  
Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur de la Publication Guy Degorce

Rédaction, Administration : 9, rue  
Borromée, PARIS (15<sup>e</sup>) - 568-45-37

Publicité : Information 2000

Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré à 30.000 ex.

# 7 JOURS DANS T.S.



■ J'ai envie cette semaine de vous raconter un peu en détail comment les choses se passent. Histoire de vous faire participer plus étroitement à ce numéro de trapèze permanent qu'est la sortie hebdomadaire d'un journal comme TS. Evidemment, pour bien comprendre, faudrait que vous veniez passer un par un la semaine avec nous. Ça mérite le déplacement.

■ L'histoire de TS commence le mercredi matin, lorsque le journal qu'on vient de terminer tombe sur les rotatives. On le laisse tomber, il n'a plus besoin de nous. Et on passe au suivant, sans déblander : dès le lendemain jeudi, avant minuit, il faut avoir porté à l'imprimerie à peu près l'équivalent en textes d'un demi-numéro. Et c'est là que commence la corrida...

■ Le vendredi précédent, le Comité de Rédaction a fixé un sommaire, choisi un certain nombre de sujets à traiter, certains pris en charge directement par tel ou tel de ses membres, d'autres demandés à l'extérieur. Bon. En principe donc, ce mercredi, la plupart des textes devraient être déjà là. Première évidence : rien, ou pratiquement rien n'est encore arrivé. Pas lieu de s'affoler, c'est classique : on dit mercredi en espérant jeudi... En revanche, beaucoup de choses sont arrivées de province, des fédérations, des sections : pour la plupart des récits de luttes qu'il faut généralement retravailler, réduire, réécrire plus lisiblement.

■ Le jeudi, c'est le jour des surprises. Généralement mauvaises : le dossier Région Parisienne, tel quel, ne tient pas la route. Il va falloir retravailler ça. Mais même imparfait, il a le mérite d'exister : il est prévu pour la double page centrale. Il y est. En revanche, le dossier prévu sur l'avortement, lui, vous ne le trouverez pas. Il devait contenir un ensemble d'articles, mais s'est réduit au dernier moment à une interview de Delphine Seyrig : on l'aime bien, Delphine. Mais, toute seule, ça nous paraît tout de même un peu léger. Exit l'avortement, ce sera pour plus tard. Mais ça fait un vide de deux pages à combler.

■ Heureusement qu'on a un très bon papier sur l'analyse détaillée de la grève de la Comurhex, à Narbonne. C'est l'interview d'un membre du comité de grève envoyée par Narbonne. Bon ça !

Eh bien celui-là non plus, vous ne le lirez pas cette semaine... parce que lundi matin est arrivé un télégramme de Lyon, annonçant pour le soir un grand papier sur le conflit Berliet (p. 6-7). C'est en pleine actualité, les gars là-bas se battent comme des diables, ce serait con de ne pas foncer. Tant pis, on y passe la nuit, on modifie toute la mise en page, l'imprimeur va râler... mais ça fera toujours deux pages de prêtés pour la semaine prochaine.

■ Vous avez remarqué ? On a sauté à pieds joints du jeudi soir au lundi matin. Croyez pas pour autant qu'on est parti en week-end : l'article sur le Brésil (p. 12) était intéressant sur le fond, mais difficile d'accès quant à la forme. Là aussi il a fallu se coller au boulot. Idem pour la Turquie (p. 14), qu'il a fallu réduire. Les intéressés n'ayant généralement pas été prévenus, faute de temps, ça promet encore des joyusetés au comité de rédaction.

■ Justement, il a eu lieu entre-temps, le comité. Là on joue sur trois trapèzes en même temps : analyse critique du numéro passé, voltige sur celui en cours et roulé-boulé pour attraper le prochain. Pas une vie. Les derniers jours de la semaine (samedi et dimanche) se passent à courir après les

quelques « papiers » qui manquent (il nous faut absolument quelque chose sur les Basques cette semaine. On l'a : c'est p. 14), à remanier ceux qui sont livrés à l'état brut (la majorité) à pondre quelques nouveautés en fonction de l'actualité. Le tout doit être déposé à l'imprimerie dimanche soir. Dommage, j'aurais bien regardé le ciné-club...

■ Lundi, mardi : l'imprimerie. A peine le temps de manger un morceau. L'édition qui n'arrive pas. Les monteurs qui s'impatientent. Et le chef d'atelier qui vous promet que le journal ne sortira pas à l'heure... Il sortira quand même parce qu'ils sont plutôt sympas à l'imprimerie. « Mais il faudrait essayer de mieux tenir les délais. » On promet d'essayer.

■ Mardi, 15 h : Il reste à écrire « 7 Jours ». C'est toujours ce qu'on fait en dernier. Quand on en arrive là, c'est qu'on tient le bon bout. Le Journal, pratiquement, est terminé. On est pas trop content. Il a fallu faire sauter des papiers au dernier moment, en couper d'autres. Il manquait des photos. Pas eu le temps de figurer la mise en page. Prenez-le comme il est, râlez pas trop. Et prenez-le quand même.

Y-L ■

## P.S.U. documentation

Vient de paraître :

N° 35-36-37 - Le PSU analyse l'accord  
PC-PS. Prix : 3,00 F.

Abonnement : les 20 numéros 15 F.  
à - TRIBUNE SOCIALISTE -  
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande  
Par chèque bancaire ou postal  
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

## COUVERTURES

Celle de cette semaine, qui illustre le dossier région parisienne, est faite à partir d'une des deux nouvelles affiches que vous pouvez commander rue Borromée (0,25 F pièce).

Celle d'il y a 15 jours, fort appréciée et signée Chenez (ci-dessous) était un emprunt un peu forcé et nous avions omis de le dire. Ce n'est pas bien, ce n'était pas volontaire (lisez « 7 jours dans TS », ça explique bien des choses).

Nous nous excusons en tout cas auprès de la direction du journal « Le Monde », à qui cet emprunt a été fait. Et nous invitons Chenez à nous adresser, comme le veut l'usage, sa facture.

Y. L.

ATTENTION UNE GRÈVE PEUT  
EN CACHER UNE AUTRE

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

## CALENDRIER POLITIQUE

25-26 novembre : Colloque sur la consommation. Salle de l'hôtel de ville, 92-Suresne. Le PSU participe à cette rencontre organisée par « Vie Nouvelle » et « Objectif Socialiste » avec des associations familiales et de consommateurs (CST, CNAFP). Deux problèmes abordés : le rôle des groupements de consommateurs, la fonction de la consommation en système capitaliste et les moyens à mettre en œuvre dans une société socialiste.

Les militants intéressés doivent se mettre en rapport d'urgence avec la commission nationale Cadre de Vie.

Lundi 27 novembre à 21 h, « Baraque de la Communauté », 2, rue de la Pépinière (derrière la station d'essence Mobil), 92-Meudon-la-Forêt, exposé-débat avec Yvon Bourdet, membre du comité de rédaction de la revue « Autogestion ». L'autogestion, expériences passées et présentes.

Une réunion sur les problèmes spécifiques à l'université le mercredi 29 à 14 h, 9, rue Borromée, traitera de la stratégie du PSU à l'université, de la coordination nationale étudiante du 8 décembre, et de la réorganisation du secteur universitaire parisien. Cette réunion précèdera la réunion école.

Mercredi 29 novembre  
Une réunion des militants de la région parisienne du Secteur Ecole à 16 h 30, 9, rue Borromée. A l'ordre du jour : bilan de la rentrée scolaire, les perspectives de travail, la mise en place d'une coordination.

Samedi 16 décembre. Une rencontre nationale des travailleurs révolutionnaires de la marine aura lieu à partir de 14 h, au 81, rue Madoiselle, Paris 15<sup>e</sup>. Tous les militants révolutionnaires de la marine, organisés ou non, sont invités à cette rencontre. Les frais de voyage seront partagés.



T.S., ON L'AIME BIEN ET ON  
FERA UN EFFORT. JURE !

Y a pas à dire, des lettres comme ça, ça fait plaisir. « T.S. s'est amélioré d'une manière considérable, et dans le contenu et dans la présentation » nous écrit J. G., de Saint-Lô. Des lettres de cette teinte, il en arrive des dizaines chaque semaine au Comité de Rédaction et elles ne peuvent que renforcer les camarades de l'équipe de rédaction dans leur volonté de développer T.S. Sincèrement, nous remercions tous nos correspon-

dants de leurs encouragements : si nous sommes rarement en mesure de vous répondre individuellement, sachez que vos lettres sont lues attentivement, vos critiques prises en considération. Continuez à écrire, continuez à faire des abonnements : nous aussi, on continuera notre effort. « C'est juré. »

T.S.

### ● C'est mieux...

« Sur le plan de la rédaction, le catéchisme semble céder la place à l'information et le ton « misérabiliste » à une certaine joie de vivre : bravo, continuez. »  
(Un lecteur de MORLAIX.)

« Un TS plus populaire, s'adressant à la classe ouvrière refusant le langage hermétique, marginal, exprimant clairement et simplement

# Le refus de la politique

**L**ES électeurs allemands ont voté dimanche, ceux des Etats-Unis il y a quelques semaines. Qu'ont-ils tranché ? En Allemagne, un seul problème : celui du sort de « l'Ostpolitik », aux Etats-Unis aucun. Partout, le mécanisme est le même : le suffrage universel n'est plus porteur de décision. Ce que l'on appelle la démocratie se résume à une caricature de représentation et, en fait, à une fuite devant les décisions politiques. Il ne s'agit que de donner carte blanche à une équipe ou à un homme.

Dès lors, les qualités théâtrales des principaux compétiteurs, leur capacité à se faire valoir, leur habileté stratégique à franchir ou éluder les chausse-trapes et à éliminer les concurrents sur le long parcours vers la candidature suprême deviennent les sujets de prédilection de ceux que l'on continue d'appeler, par inertie sans doute, des commentateurs politiques.

La France est fort engagée aussi dans cette réduction de la vie politique. Le ballet que donnent Edgar Faure, Giscard d'Estaing et Servan-Schreiber pour se trouver en position de premiers rôles quelque douze mois avant l'élection présidentielle est incontestablement un spectacle bien monté. Les acteurs se donnent à fond, l'intrigue comporte tous les rebondissements souhaitables, il y a des cadavres dans bien des placards et le suspense est maintenu par le silence du titulaire actuel du rôle central. Mais tout cela n'a aucun rapport avec la politique. Plus précisément, il s'agit pour tous ces hommes et leurs comparses d'occuper la scène de manière suffisamment voyante pour que les choses sérieuses puissent discrètement se passer ailleurs.

## Le mythe réformateur

Dès lors, l'assise politique des forces sur lesquelles ils s'appuient cesse apparemment d'avoir la moindre importance. Bien entendu, on les retrouvera plus tard, dans la pratique réelle de ces dirigeants, qui n'échapperont pas aux contraintes des intérêts qui les auront mis au pouvoir. Mais, pour le moment, tout se passe comme si cela n'avait aucune importance.

L'imposture est alors la règle. Giscard joue les grands libéraux avec l'appui de la bourgeoisie d'affaires la plus conservatrice de France. Mais les sommets de l'imposture — et du grotesque — sont atteints par les « réformateurs ». Sous cette étiquette se cache aujourd'hui la réaction la plus éhontée. Le nationalisme chauvin d'un Max Lejeune côtoie l'hystérie réactionnaire d'un Jacques Médecin, le colonialisme agressif d'un Pascal Arrighi et l'hypocrisie finaude du vieux notable de droite qu'est André Morice. Ce beau mélange sera réformateur en diable.

En fait, le seul courant massivement rallié aux réformateurs est l'ancienne OAS avec tout son personnel, y compris, peut-être, Soustelle — Servan-Schreiber s'est démasqué —, Lecanuet, à vrai dire, on s'en doutait. Pauvre Jeanneney !

Tout cela a au moins un avantage : le mythe de l'alternative réformatrice s'effondre. Il n'y a pas, avec de telles forces, de projet réformateur, il y a une nouvelle structure de la droite classique antigauilliste.

Il n'y a donc qu'un seul et véritable choix : capitalisme ou socialisme. Encore faut-il qu'il soit compris, c'est-à-dire expliqué et relié aux combats quotidiens que mènent les travailleurs. Faute de quoi nous assisterons une nouvelle fois au développement de luttes extrêmement combatives sur le plan social mais sans réel rapport avec un projet politique qui soit capable de les exprimer. Autrement dit, il serait temps que du côté des forces socialistes aussi on se remette à faire un peu de politique. Or, il faut bien constater que ce qui se passe aujourd'hui dans ce qu'il est convenu d'appeler la gauche et l'extrême-gauche ne paraît pas particulièrement de nature à éclaircir l'enjeu politique d'une période qui s'avère pourtant décisive.

Du côté des organisations révolutionnaires, l'attitude dominante pourrait se résumer ainsi : « Chacun vaque à ses occupations. » Non que celles-ci ne soient pas importantes, mais hormis la tenue de la Conférence Nationale Ouvrière organisée par le PSU, LO et l'AMR, il semble bien que les tâches prioritaires que les uns et les autres s'assignent pour importantes qu'elles soient aux yeux de chaque organisation, paraissent dérisoires au regard de ce qu'il faudrait faire aujourd'hui pour faire du socialisme non un thème utopique et marginal mais le projet politique mobilisateur de millions d'hommes et de femmes dans ce pays.

## Après Michelin, Berliet

Quant au Parti communiste et au Parti socialiste leur attitude récente ne paraît pas non plus devoir montrer les véritables enjeux de la période. Certes, nous pouvons faire confiance au Parti communiste et à son formidable appareil de propagande pour que dans les mois qui viennent nous entendions parler sous toutes les formes et sous toutes les coutures du Programme commun. Son obstination à convaincre un Parti socialiste qui a peur d'y laisser quelques plumes, de la nécessité d'actions communes le prouve. Mais un déferlement de propagande ne signifie pas pour autant l'amorce d'un véritable débat politique sur les choix du socialisme et sur l'alternative à opposer au régime actuel. Il se pourrait même que ce

soit le contraire. Car il y a deux façons d'utiliser un programme : le donner en pâture aux travailleurs en lutte pour qu'ils prennent patience, ou en faire une arme qui, en fonction de l'évolution de la lutte des classes, se trouve constamment débattu, modifié, vérifié de telle façon que ceux qui sont aujourd'hui acteurs dans leurs combats soient aussi les véritables acteurs du socialisme demain.

Ce choix, nous le rencontrons dans tous les grands conflits actuels. C'était, hier, celui de Michelin. C'est maintenant celui de Berliet. Nous assistons là à des grèves dont les enjeux politiques sont de plus en plus clairs. Et la possibilité qu'une articulation étroite soit établie entre ces combats quotidiens et la nature du socialisme à construire est plus réelle que jamais. Encore faut-il que les forces politiques fassent de cette possibilité une réalité.

C'est en tout cas ce que le PSU tente de faire depuis plusieurs mois. Peu à peu, nous commençons à préciser aussi bien notre projet, celui d'un socialisme autogestionnaire sur le fond duquel notre VIII<sup>e</sup> Congrès débattrait, que sa liaison avec les luttes qui se mènent aujourd'hui : on le voit aussi bien dans les entreprises que sur le cadre de vie, l'école ou, comme le montre tout récemment le procès de Bobigny sur l'avortement, dans tous les combats dont l'objet est de permettre à chacun de pouvoir disposer librement de sa vie.

## Faire surgir le débat

Mais il est tout aussi vrai que notre problème n'est pas aujourd'hui que le PSU puisse seul débattre d'un tel projet socialiste et d'une telle stratégie dans la conduite des luttes. Notre but est au contraire de faire surgir partout ce débat politique : avec les organisations politiques, avec les organisations syndicales et avec tous ceux qui, organisés ou non, veulent changer réellement l'organisation du travail, du pouvoir et du mode de vie. C'est pourquoi, chaque fois que nous pourrions le faire, nous prendrions les moyens de ce débat comme nous l'avons déjà fait par les lettres que l'on trouvera publiées dans ce numéro au Parti communiste, au Parti socialiste et aux organisations révolutionnaires. Il y a aujourd'hui des enjeux politiques trop importants, des risques de durcissement d'une partie du régime trop réels pour que chacun puisse se payer le luxe, au sein du mouvement socialiste, de continuer à croire pour les uns que nous sommes encore en 1967, et pour les autres en 1968. Il est temps, il est grand temps que le mouvement socialiste retrouve le sens d'une véritable action politique s'il veut sortir aussi bien des ornières du réformisme que du marginalisme.

Michel ROCARD

les options du parti, voilà ce qu'il nous faut pour progresser ! A cet égard, soulignons le progrès considérable réalisé par les trois derniers numéros (...) les deux lettres de Michel Rocard publiées dans le n° 552 sont très positives et montrent que la Direction nationale sait se montrer responsable. On attend les réponses ! »  
(J.O., Fontenay-aux-Roses.)

« Suite à un précédent article « Comment va TS, monsieur ? » nous relevons que « l'achat des photos » coûte « cher ». Nous sommes surpris que les militants du parti (professionnels de l'information par exemple) n'aient pas proposé de vous envoyer des photos à faire paraître sans droits d'auteur. Il nous est possible de vous envoyer des photos (comme celle de l'autoroute parue dans le

même numéro) : photos de ports, usines, bidonvilles, travailleurs, manifestations, etc., qui pourraient paraître sans qu'il en coûte rien à la trésorerie. Cette offre vous intéresse-t-elle ? »  
(J.S., Dunkerque.)

## NDLR : Bigrement ! ● Tout n'est pas parfait...

« Je n'apprécie pas du tout — je suppose que je ne dois pas être le seul — le ton ironiquement vengeur que TS a pris en deux occasions récentes : sur le départ de Piétri, sur l'intervention « Trois hauts fonctionnaires militants révolutionnaires » à la CNO. Après tout, ces camarades, il y a peu de temps encore, étaient membres du PSU. Pourquoi les attaquer ainsi quand ils sont partis ?

Ont-ils tellement changé en quittant le parti ? Et n'y a-t-il pas encore quelques hauts fonctionnaires (ou ex-hauts fonctionnaires) au PSU ? »  
(R.G., Paimpol.)

« La critique pas-à-pas que le camarade Verger fait du programme PC-PS me semble le type même de démarche qui ne correspond en rien aux nécessités actuelles du combat révolutionnaire. Je ne la récuse pas d'ailleurs « en soi », mais elle me semble, dans la conjoncture présente, contraire à toute la réalité de la lutte que nous menons contre le réformisme et le révisionnisme. (...) Il me semble que dans ces deux cas, c'est agir en parasite du PC et du PS. C'est croire que le socialisme peut et doit se construire à partir de ces deux

organisations. C'est n'accorder au mouvement révolutionnaire qu'une force d'appoint, critique, aiguillon, tout ce qu'on voudra, mais certainement pas essentielle. »  
(A.D., Yvelines.)

## ● Hachette

Un lecteur de Clermont-Ferrand nous signale qu'un économiste du PCF a déjà répondu à la question posée dans le n° 552 sur l'absence du trust Hachette sur la liste des entreprises à nationaliser : il s'agit d'Alexis Cousin, « Economie et Politique », p. 150, n° de septembre 1972. « Il n'est pas exagéré dans ce cas (celui de Hachette, NDLR) de parler de son démantèlement qui résulte de l'application de plusieurs mesures contenues dans le programme : la nationalisation de

l'Electronique qui atteint plusieurs de ses filiales (dont Vidéogramme de France), le renforcement des prérogatives du secteur public, (l'Education nationale à propos de l'édition de livres scolaires), la nationalisation des participations bancaires dans son capital (celle de Paribas par exemple), (...) et surtout la modification du statut des NMPP qui soustraira cette société à l'emprise du Trust Vert. » Tu parles, Charles ! Et notre lecteur ajoute :  
« Si c'est moi qui ai gagné les 100.000.000 F promis par la pleuvre-Hachette, j'en fais don à la trésorerie du PSU... »

B.L.

Merci. Si M. Hachette veut bien faire un chèque à l'ordre du C.C.P. Paris 58.26.65...

# Pour juger sur pièces...

Un certain nombre de camarades se sont « étonnés » de la façon dont la presse a rendu compte des lettres envoyées par le PSU au Parti communiste, au Parti socialiste et aux organisations révolutionnaires. L'objet essentiel de ces lettres était de proposer à l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême-gauche la réalisation d'une attitude unitaire face au durcissement du régime et à l'entrée en scène de ses hommes de mains. Cet aspect a été fort peu mis en lumière, c'est le moins que l'on puisse dire. Après la lettre au Parti communiste, nous publions cette semaine les lettres envoyées au Parti socialiste et à la Ligue communiste pour que nos lecteurs puissent juger sur pièces.

## ● au Parti Socialiste

Chers Camarades,

Vous trouverez, avec cette lettre, les textes qui seront soumis au débat du prochain Congrès du P.S.U. Nous vous les communiquons comme à l'ensemble des Organisations socialistes, afin de favoriser la discussion la plus large sur la nature du socialisme à construire et sur les formes de lutte à mettre en œuvre pour l'atteindre. Nous n'avons pas adhéré, comme vous le savez, au programme que vous avez signé avec le parti communiste et les radicaux de gauche. Nous ne pensons pas, en effet, qu'il se fonde sur une stratégie capable d'ouvrir la voie au socialisme. Non que nous croyions que le socialisme puisse naître armé de pied en cap du giron du capitalisme. Mais la rupture effective avec l'exploitation capitaliste et le pouvoir actuel implique la lutte continue contre un état de classe : la transformation totale du rôle de l'Etat, en même temps que de ses bases sociales est un impératif déterminant. Cette perspective doit être précisée au niveau des objectifs — ce que le Programme Commun ne fait pas — mais elle exige que l'on combatte dès aujourd'hui pour imposer le contrôle collectif des travailleurs sur leur travail et leur vie sociale. Ce contrôle ne peut résulter de décrets que pourrait prendre un jour un gouvernement de gauche ; il doit être imposé dès maintenant dans les entreprises, les campagnes et les quartiers. Il en est de même pour l'Autogestion réduite dans le Programme Commun au rang de vague projet, mis d'ailleurs sur le même plan que la « Démocratisation de la gestion » proposée par le parti communiste. Nous croyons pour notre part qu'elle ne peut se réduire à une simple technique économique. Elle constitue au contraire un objectif politique global.

Dans la brochure ci-jointe, vous trouverez deux textes : l'un est un projet de manifeste rédigé par une commission préparatoire avec laquelle a collaboré le Bureau National, l'autre un projet de thèses rédigé par un groupe de camarades minoritaire. Dans le projet de manifeste, nous avons cherché à préciser l'articulation entre les nouvelles sources du pouvoir, dans l'entreprise, la ville, etc. et la planification elle-même conçue comme axe politique. Il ne s'agit pas là d'utopie mais d'un projet qui nous semble correspondre aux luttes des travailleurs aujourd'hui. Luttés qui remettent de plus en plus en question les hiérarchies du salaire et du commandement et qui tendent à imposer un contrôle collectif, aujourd'hui, base d'un pouvoir de type nouveau pour demain.

Nous ne pensons pas que sur tous ces problèmes, le Programme Commun corresponde réellement à tout ce qui émerge en France depuis Mai 68. Il se contente notamment de « démocratiser » des institutions en crise sans en changer la nature. Tel est le cas, nous semble-t-il, dans le domaine de l'Ecole comme dans celui de la Ville. Le mouvement socialiste échouera s'il se contente de vouloir éponger les bavures sociales du capitalisme. Il nous faut en effet aller plus loin : poser la question globale de la Formation, dépasser le cadre d'une politique de logements sociaux en matière d'urbanisme, remettre en cause le modèle de vie familial en s'attaquant réellement à l'actuel statut social de l'homme et de la femme dans notre société.

Le Programme Commun, même s'il reprend à son compte un certain nombre de revendications importantes sur le plan social, comme le salaire minimum à 1.000 F et le droit à la retraite à 60 ans (malgré l'ambiguïté et les insuffisances des formulations), ne nous semble pas, pour les raisons évoquées plus haut, fournir réellement l'outil nécessaire à une transformation socialiste dans les pays industriellement développés. Dès lors, nous n'avons pas été étonnés que d'autres forces comme la C.F.D.T. n'y trouvent pas non plus le prolongement politique de leur combat syndical.

Il reste que, pour le P.S.U., le désaccord profond que nous venons d'exprimer avec ce programme comme avec votre attitude dans les luttes sociales, ne nous fait pas oublier où se trouve l'adversaire. Nous l'avons montré en prenant dès maintenant position pour un désistement de classe au second tour des élections de Mars 1973.

La bourgeoisie actuelle, qu'elle se présente sous une forme conservatrice ou « réformatrice » est prête à aller fort loin pour conserver son pouvoir et ses privilèges. Il nous semble nécessaire, à l'occasion d'une bataille politique dont l'enjeu est aujourd'hui le Régime, de mettre en œuvre des moyens communs à toutes les forces socialistes, afin de nous opposer au durcissement probable du Pouvoir. Tout montre en effet que l'U.D.R. s'apprête à préparer une mobilisation de ses services d'ordre ; les rodomontades de Messmer, les déclarations menaçantes de Peyrefitte et autres Sanguinetti, annoncent qu'une période de tension peut apparaître si l'actuelle majorité parlementaire risque de basculer. Face à cette situation, l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche doivent s'organiser en commun. Nous sommes pour notre part disposés à nous entretenir avec vous des mesures à prendre en ce sens. Bien évidemment, nous adressons la même proposition à toutes les autres forces socialistes.

## ● à la Ligue Communiste

Chers Camarades,

Vous trouverez avec cette lettre les textes qui seront soumis au débat du prochain Congrès du P.S.U. Nous vous les soumettons comme à l'ensemble des organisations

## Les chemins de la provocation

*Il en est qui, peut-être, ont haussé les épaules en apprenant que le PSU s'était adressé au PCF, au PS, et aux organisations d'extrême-gauche en les alertant sur les possibilités de provocation de la part d'une bourgeoisie inquiète — et en les invitant à envisager avec lui les conditions d'organisation d'une riposte commune : du cinéma, se sont dit ceux-là.*

*Pourtant les faits sont là, divers, multiples, inquiétants : des militants CFT qui violent et cognent, aux truands de haut vol qui militent pour le SAC entre deux hold-up ou deux rackets. Avec une constante : des complicités dans l'appareil d'Etat, des relations haut placées, des protections à peine voilées.*

*C'est pour avoir rassemblé en un article tous ces faits divers épars et avoir mis en lumière ces liens qui les rattachent les uns aux autres, et jusque dans les allées du pouvoir, que René Backmann, un confrère et un ami du « Nouvel Observateur », est depuis dimanche dernier directement menacé dans sa personne physique.*

*Des coups de fil anonymes — ou plutôt « signés » d'un mystérieux « Groupe d'Action Nationaliste »*

socialistes, afin de favoriser la discussion la plus large sur la nature du socialisme à construire et sur les formes de lutte à mettre en œuvre pour l'atteindre.

La préparation de notre Congrès s'inscrit dans une situation politique particulièrement importante. La bourgeoisie est aujourd'hui aux prises avec des contradictions croissantes sur le plan social et politique dont témoignent les grandes manœuvres giscardiennes et « réformatrices ». Le Programme Commun P.C.-P.S., si son contenu comme sa stratégie restent impuissants à ouvrir réellement une transition au socialisme, a provoqué une crainte renouvelée du Pouvoir. La bataille électorale qui s'engage nous semble, dès lors, au contraire de bien d'autres constituer une véritable bataille politique dont l'enjeu se trouve être le Régime lui-même. Nous n'avons jamais pensé que des élections victorieuses puissent suffire à provoquer des ruptures décisives avec le capitalisme. Parce que l'appareil d'Etat n'est pas neutre, aucune transformation socialiste n'est possible sans son bouleversement. C'est dire notre désaccord avec la stratégie développée par le P.S. et le P.C.F.

Mais toute attitude du mouvement révolutionnaire qui conduirait à mettre sur le même plan une coalition de la gauche réformatrice et une coalition de la bourgeoisie nous paraîtrait inacceptable. Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire. Pour cette raison, le P.S.U. a précisé clairement qu'il pratiquerait une politique anticapitaliste unitaire et qu'il adopterait sur le plan électoral le principe d'un désistement de classe au 2<sup>e</sup> tour des élections législatives. Ces objectifs sont liés au travail que nous faisons par ailleurs pour affirmer la présence d'une Force Révolutionnaire. Notre proposition de mener en commun avec des organisations telles que la vôtre la bataille électorale, allait dans ce sens. Vous l'avez refusée.

La réalisation d'une Conférence Nationale Ouvrière avec les militants ouvriers de L.O. et de l'A.M.R. avait aussi cet objectif. Vous n'avez pas cru devoir y participer, libre à vous.

Nous continuerons par ailleurs à faire avec d'autres forces, syndicales et politiques, ce qui nous semble nécessaire à la réalisation d'une puissance force révolutionnaire autogestionnaire.

Il nous semblerait par contre utile de discuter avec vous comme avec l'ensemble des forces socialistes, des moyens communs à mettre en œuvre pour nous opposer au durcissement du régime et au recours probable de la bourgeoisie à ses hommes de main et à ses truands.

Nous sommes prêts, si vous en êtes d'accord, à vous rencontrer pour en discuter.

*lui ont promis à plusieurs reprises de « s'occuper de lui de façon définitive ». La rédaction en chef du « Nouvel Observateur » a porté plainte, et Backmann est maintenant protégé par la brigade anti-gang.*

*Ces mesures d'intimidation méritent de n'être pas traitées à la légère. Elles viennent après d'autres menaces — au printemps dernier contre des dirigeants de la Ligue Communiste ; ou d'autres intimidations envers d'autres journalistes, comme Claude Angeli.*

*La provocation est une arme que la bourgeoisie ne dédaigne pas d'utiliser à l'occasion. Sans remonter à l'incendie du Reichstag, les exploits récents du néo-fascisme italien — le MSI, grand frère d'Ordre Nouveau — sont là pour nous le rappeler. Tenter de faire taire des journalistes trop bien informés pourrait constituer une première étape d'un plan provocateur à plus long terme.*

*Quoi qu'il en soit dans le cas précis des menaces dont fait l'objet René Backmann, journaliste professionnel, il nous semble à nous que les organisations syndicales des journalistes professionnels auraient peut-être un mot à dire ?*

B.L. ■

# Jean Poperen



Jean Poperen

## LA GAUCHE FRANÇAISE

Le nouvel âge  
1958-1965

## ... SOUS LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

# la gauche française

tome I

Le nouvel âge  
1958-1965

LES GRANDES ETUDES CONTEMPORAINES

# Fayard

## UN POINT... C'EST TOUT !

Le 29 novembre, vient en justice l'affaire qui oppose la S.A.R.L. « Politique hebdomadaire » au groupe « Hachette, République française et Cie », l'un des plus puissants faiseurs d'opinion avec l'ORTF. Ce qui est en jeu juridiquement, c'est la propriété du titre « Le Point », utilisé par Hachette pour le lancement de son nouvel hebdo fin septembre alors qu'il avait prêté par son propriétaire, le militant belge Jean-Claude Garot, à « P. H. » en vue de publications futures. Ce qui est en jeu politiquement, c'est l'omnipotence d'Hachette-la-pieuvre dans le domaine de l'information. Et puisqu'il s'agit d'information, il n'est peut-être pas inutile de revenir, avant ce procès sur les huit semaines d'existence du « Point » Hachette.

UN journal, ça se regarde avant de se lire. Un journal a un squelette, une architecture que l'on perçoit d'emblée avant de visiter chaque pièce : il faut y être à l'aise, cela crée des liens affectifs entre le lecteur et « son » journal. Et ce n'est pas pareil de commencer par la politique étrangère ou par la politique intérieure.

La première chose que l'on se dit, en regardant *Le Point*, c'est qu'on l'a déjà vu quelque part. Ce format, cette publicité dense au début dans laquelle se perdent quelques informations sur les programmes de spectacles, les articles qui ne commencent guère avant la page 40, ces pages roses pour les notes « Affaires », ce dossier de fin de journal où il faut chercher une colonne de texte noyée dans la publicité... Et puis ce ton mondain, vaguement persifleur mais toujours dans les limites du respect, les légendes des photos où parfois tente de se glisser un mot d'esprit, un style reconnaissable entre mille...

Décidément, rien dans ce nouveau panorama ne pourra dépayser les lecteurs de *L'Express*. Il y retrouvera des signatures qui comptèrent naguère parmi les plus prestigieuses de l'hebdo de la rue de Berri : Olivier Chevrillon (PDG), Claude Imbert (rédacteur en chef), Georges Suffert, Jacques Duquesne, Irène Allier... Dans la liste des collaborateurs permanents ou occasionnels, il verra d'autres noms tout aussi alléchants de prestige : Roger Garaudy, Pierre Meutey (Europe 1), André Frossart (Le Figaro), Max-Pol Fouchet...

## La clientèle du Point

Pourquoi donc ce nouvel hebdo commence-t-il par ressembler à s'y méprendre à l'un de ses concurrents les mieux installés ? La réponse est simple : ils s'adressent à la même clientèle. Il suffit d'abord de faire glisser le papier glacé qu'illustrent de chatoyantes photos publicitaires pour se faire une idée du lecteur du *Point* : meubles « design », voyages de « grande classe », résidences secondaires, boissons prestigieuses... *Le Point* insiste en plus sur deux catégories particulières : les femmes et les jeunes. Dans les « pages roses » du début, une rubrique intitulée « Le temps des femmes » donne des conseils de mode, des « trucs » ménagers. L'adresse du MLF ? Ah non ! Je ne crois pas l'y avoir vue...

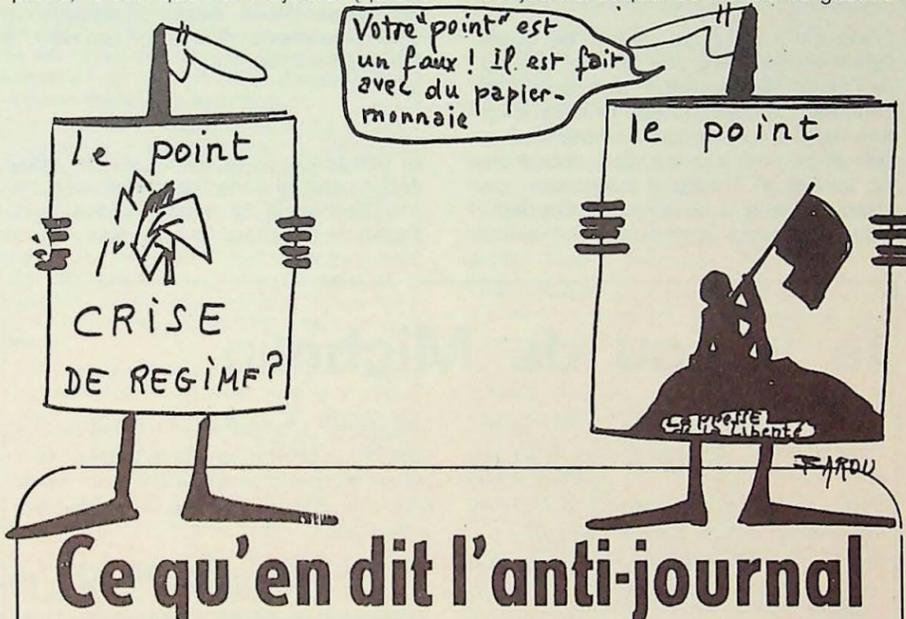
Ce type de clientèle exige une certaine conception de l'information : des phrases ronflantes cachent bien souvent le superficiel de l'analyse, et surtout, point d'extrémisme, l'équilibre anesthésique est bien souvent la qualité première de ce type de publications. Une semaine, on titre sur la majorité, une autre semaine sur la gauche (même si c'est dans le sens de la majorité). Jamais d'opinions tranchées : la vérité est des deux côtés.

Des informations « confidentielles » qui vous donnent l'impression grisante de lire les rapports des RG par-dessus l'épaule de Marcellin. Et un portrait des leaders (Giscard, Ségué) qui tient compte de leur physique ou de l'analyse graphologique de leur signature : c'est-y pas scientifique, ça, madame ? Ah ! si Ségué signait d'une autre façon, doivent se dire les lecteurs du *Point*, quel beau « Grenelle-à-froid » ça nous ferait là !

Si *Le Point* vise la clientèle de *L'Express*, c'est que la majorité (qu'elle

soit présidentielle, parlementaire, silencieuse, d'idées ou de ce que vous voudrez) a besoin de reconquérir les couches moyennes (employés, techniciens, cadres) attirés soit par les réformateurs, soit même par le PS. Chevrillon et son équipe ont quitté *L'Express* pour préserver leur indépendance, en tant que rédacteurs, à l'égard d'une politique dont J.J.S.S. voulait qu'elle serve ses intérêts immédiats qui sont pour l'instant aussi ceux du mouvement réformateur. Ces journalistes, considérés dans l'ensemble comme proches de la majorité tendance « nouvelle société » refusaient de suivre les évolutions et les variations du leader radical. Il suffit de voir comment est commentée cette phrase extraite des souvenirs de Françoise Giroud, (Si je mens...), « Jean-Jacques a été d'une remarquable constance dans ses options politiques fondamentales » : naïveté roublarde dit *Le Point* n° 8.

Ce n'est pas la première fois que dans un souci d'indépendance rédactionnelle, des journalistes lancent leur propre publication. On se souvient de l'éphémère *Fait Public*, publié en juin 68 par des journalistes licenciés de l'ORTF, et plus près de nous, on connaît *Politique-Hebdo*, symbole de l'indépendance journalistique de l'extrême-gauche.



## Ce qu'en dit l'anti-journal

« Presse : ne pas avaler ». C'était une affiche de mai. Seulement, il faut bien savoir. Savoir quoi ? Oh bien je ne sais pas moi, se tenir au courant, de ce qui se passe en France, et dans le monde. Oui, bien sûr, la presse est pourrie, je le sais, les radios et la télé sont sous la coupe du pouvoir — mais vous prêchez un converti, mon cher, l'essentiel est de faire la part des choses, de distinguer le bon grain de l'ivraie. Et s'il n'y avait pas de part des choses à faire ?

« Les faits sont sacrés. Le commentaire est libre ». Ça, c'est de la déontologie journalistique, vous, madame. Seulement, comment que vous vous y retrouvez, vous ? Vous avez déjà vu des journaux où l'on vous dit : primo, voici les faits, garantis honnêtes, objectifs et tout et tout, secundo, voici les commentaires, alors là, cher lecteur, faut vous méfier et exercer votre jugeote ? Et puis comme si, la façon de présenter une information, de la titrer, de la mettre en page, c'était pas déjà la commenter ! Alors, faut plus lire de journaux, plus écouter la radio, regarder la télé ? C'est pas commode, hein ?

Prenez au moins l'antidote : *Le Point*. Je veut dire le vrai *Point*, celui de « P.H. ». Depuis huit semaines, ses huit pages hebdomadaires vous dégoûtent de ce que vous lisez, vous entendez, vous regardez tout le restant de la semaine. Au moins, ça vous rappelle qu'il faut être méfiant, critique, conscient.

Quand vous lisez un journal, vous lisez Hachette. Bientôt, vous regarderez Hachette, avec les télé-cassettes. Hachette, la mise en boîte — mais quelle variété !

de l'information. Comment on fait un journal radio : tout le monde il est pas si beau, pas si gentil qu'il en a l'air... Reportage au pays de France-Dimanche et d'ici Paris : vous méprisez ces journaux, mais leurs lecteurs sont cinq ou six fois plus nombreux que vous, ils vous encerclent ! Enfin une étude sur les rapports étroits entre journalisme et prostitution : tu viens chéri, je te ferai voir ma page cinq...

Voilà quelques-uns des éléments glanés dans ces huit numéros du *Point*. Ce qui vaut aussi un peu comme réflexion sur ce que peut signifier une presse d'extrême-gauche indépendante — autrement dit sur la genèse de *Politique-Hebdo*. Si la presse d'extrême-gauche s'attache surtout à faire de la contre-information, en rapportant ou en analysant ce que la presse bourgeoise « sucre » ou déforme, elle n'en est pas encore au stade de l'anti-journal. Parce que l'on ne sort pas à moitié de ses conditionnements, et que ceux qui affectent l'information sont parmi les plus forts. Cette presse d'extrême-gauche, pauvre, souvent médiocre a au moins le mérite de véhiculer « autre chose » et d'opposer à l'odeur putride de la presse « populaire » et au confiné de la presse « intellectuelle » les parfums de l'espoir.

Pour nous apprendre, le reste du temps, à être des anti-lecteurs. « Presse : ne pas avaler » : c'est dangereux.

T.M. ■

*Le Point* édité par *Politique-Hebdo* est servi régulièrement aux abonnés de P.H. Autrement, il est en vente dans quelques kiosques (en cherchant bien) et à la librairie de « TS » (2 F).

L'équipe du *Point*, elle, n'a pas manqué de capitaux : elle est allée trouver le puissant trust-vert, qui manquait, précisément, d'un hebdomadaire moderne de grande diffusion, et où venait d'entrer — comme le hasard fait bien les choses — MM. Simon Nora et Worms, frais émoulus du cabinet de Chaban-Delmas. Entre nouveaux sociétaires, l'affaire n'a pas traîné : un an plus tard à peine, le nouvel hebdo lançait son n° 1. Comme dit la publicité insérée par *Le Point* dans divers quotidiens : « neuf journalistes ont rencontré un financier ». Lequel se porte garant de leur indépendance. Comme dit aussi Delfeil de Ton : « La publicité nous prend pour des cons. » Dans sa déclaration d'intention aux lecteurs, qui ouvre le premier numéro, *Le Point* se défend — c'est bien naturel — d'être inféodé à qui que ce soit. Et les nouveaux sociétaires peuvent se permettre d'égratigner un peu les successeurs de Chaban-Delmas, de titiller la majorité à propos des scandales, d'ironiser sur la mégalomanie fauriste... *Le Point* nous dit-on « veut privilégier la vérité, l'irrespect, le non-conformisme ». Programme séduisant en vérité, mais susceptible de cacher le meilleur et le pire. Le pire ? N'ajoute-t-on pas, quelques lignes après : « aujourd'hui, chacun se dit non-conformiste » ? Ce qui veut dire en clair : nous serons les non-conformistes du non-conformisme, et cela promet un conformisme de bon aloi dans les multiples nuances que peut offrir l'idéologie dominante...

## La bataille de l'opinion

La naissance du *Point* coïncide avec le plus chaud de la bataille de presse de la rentrée : c'est que, bien qu'aisée, la clientèle de ce genre de magazines n'est pas illimitée. Et que tout nouveau journal vient brouter les plates-bandes des autres. Pour installer des contre-feux, *Le Nouvel Observateur* a voulu modifier sa formule, faire preuve de dynamisme, montrer que ça bougeait. D'où la campagne sur les moutons et les toutous. D'où aussi une nouvelle maquette et une nouvelle typographie qui le font ressembler de plus en plus à *L'Express*. D'autres titres apparaissent sur le marché : *Les Lettres Françaises* disparaissent, mais un nouveau magazine littéraire fait son entrée (*Gulliver*).

Dans ce monde où nous vivons, l'information est aussi une valeur marchande. La pub du dernier SICOB disait avec raison : « Savoir c'est pouvoir ». Mais la revue, le magazine, l'hebdo d'information sont aussi des éléments de standing (ce qu'il vous faut savoir pour tenir votre rang dans le monde...). Et de certains de ces hebdos de luxe, on se prend à penser qu'ils pourraient être gratuits tant ils sont bourrés de publicité jusqu'à la gueule, mais que si on les donnait, personne n'en voudrait...

Il paraît que *Le Point* se vend mal, qu'il cherche de l'argent pour une nouvelle campagne de publicité massive. De fait, il a réduit le nombre de ses pages dans certains numéros. On raconte même qu'il n'atteindrait pas les 150.000 exemplaires promis par semaine aux publicitaires. Mais il faut qu'il dure au moins jusqu'aux législatives. A moins que d'ici là, la justice montre que bien mal acquis ne profite jamais (enfin, pas toujours...) et ordonne à Hachette de changer de titre.

Tant il est vrai que la bataille de la presse est une chose importante. Mais les militants du PSU, les lecteurs de TS qui se battent avec acharnement pour trouver de nouveaux abonnés, accroître les ventes militantes, développer leur journal, n'ont pas besoin qu'on le leur rappelle. N'est-ce pas ?

Thierry MORUS ■

# BERLIET DOIT

Neuf responsables syndicaux, cinq appartenant à la C.G.T. et quatre à la C.F.D.T., viennent d'être traduits en correctionnelle par la direction de Berliet au titre de la loi « anti-casseurs ».

En dénonçant ainsi par une mesure exceptionnelle et sans précédent dans une grande entreprise, les accords de 1968 sur les droits syndicaux, la direction de l'entreprise ne fait pas seulement éclater son masque « social ». Elle montre quelle va être dans les prochains mois la stratégie de toute une partie du patronat. Cette répression, en effet, n'est qu'une prise d'otages destinée à briser une lutte puissante qui attaque le capitalisme dans ses fondements en s'en prenant à la hiérarchie des salaires et à toute l'organisation capitaliste du travail. C'est dire à quel point ce qui se joue aujourd'hui chez Berliet est décisif pour l'ensemble des travailleurs.

Pour comprendre ce qui se passe maintenant chez Berliet il faut remonter à fin septembre. C'est à cette date en effet que se déclenchent dans plusieurs secteurs de l'entreprise des luttes qui vont converger ensuite vers une revendication commune et centrale : les 200 F d'augmentation pour tous.

## Des luttes de secteurs au mouvement des 200 F

Le mouvement se déclenche en effet fin septembre dans un atelier consacré à l'usinage des pièces mécaniques situé dans la banlieue lyonnaise à Vénissieux. Sous prétexte d'améliorer la productivité, des remaniements importants dans l'organisation du travail ont été effectués. Un travailleur n'arrive plus à faire sa journée. La Direction veut le sanctionner mais elle doit faire face à une réaction de l'ensemble des ouvriers travaillant aux pièces et qui se sentent atteints par ces brimades. Après plusieurs réunions ceux-ci décident d'agir ensemble contre les cadences et pour une augmentation de salaire de 200 F égale pour tous.

Ce problème touche également deux autres secteurs : le montage des camions et la peinture des cabines d'une part, le montage des autobus d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de modifier les tâches et de supprimer la prime particulière dont bénéficient les travailleurs de cette ligne.

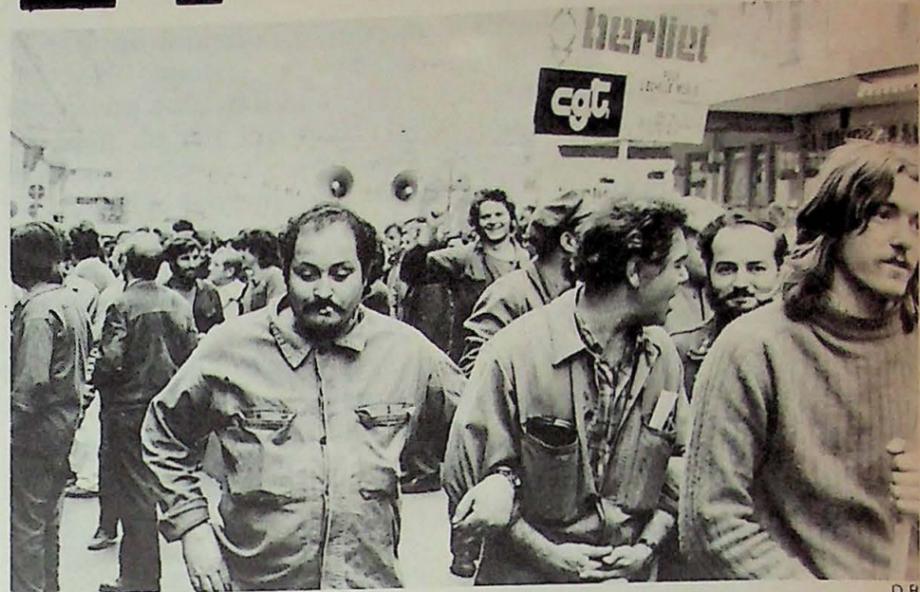
Dans le second, la direction qui avait déjà réduit les temps à l'annonce d'une commande d'autobus par la Pologne, décide d'augmenter encore la productivité. Là aussi les travailleurs réagissent contre les conditions de travail, contre la suppression des avantages acquis et pour les 200 F pour tous. Ces mouvements vont très rapidement en rejoindre un autre qui se situe dans le secteur de l'usinage et du montage des cabines :

Dans cet atelier où les conditions de travail sont déjà très dures, la direction annonce en effet le travail en 3 x 8 des grosses presses. Devant la réaction des travailleurs elle fait appel à des volontaires qui, à court d'argent, acceptent de travailler la nuit pour gagner un peu plus. Cette situation montre aux ouvriers la nécessité d'une action concertée et solidaire avec les autres centres. Ainsi démarré également l'action pour les 200 F.

Devant une telle situation Berliet tente le coup de force. Début novembre, la direction lock-oute une partie du centre. Mais c'est pour se heurter à cette réaction magnifique des travailleurs : « ou tout le monde travaille, ou bien personne. » Résultat : la direction maintenant son lock-out, tous les ouvriers s'arrêtent. Le mouvement fait

ainsi tache d'huile. Il va toucher encore un autre secteur, les forces et fonderies de Vénissieux. Là comme ailleurs les ouvriers se réunissent pour discuter de leurs problèmes et décident d'agir pour les 200 F. L'ensemble des travailleurs des usines Berliet de Vénissieux se trouve ainsi mobilisé.

C'est enfin dans les usines de Saint-Priest et de Bourg que la lutte s'étend. A l'usine de montage des ponts de camions de Saint-Priest la revendication est la même qu'à Vénissieux : 200 F et amélioration des conditions de travail. A Bourg il s'agit des ouvriers travaillant au montage des véhicules militaires spéciaux. Déjà début



septembre, 15 approvisionneurs de ligne avaient désorganisé le travail en débrayant deux heures par jour, ce qui avait entraîné le lock-out de trois lignes et la sanction de trois délégués. La riposte avait été efficace : débrayages avec roulantes et une manif de rue avaient conduit la direction à retirer les sanctions. Après ce succès, le mouvement pour les 200 F pouvait là aussi démarrer...

Si l'on fait le point sur ce qui se passe début octobre dans l'ensemble des usines Berliet de la région lyonnaise, la situation est donc la suivante :

● De nombreuses grèves de secteurs se sont déclenchées : Bourg, Vénissieux, Secteur Commercial, Autobus, peinture cabines.

● Le mécontentement est général contre la dégradation du pouvoir d'achat : Berliet est devenu la boîte qui paye le plus mal dans l'automobile.

● La C.F.D.T. a organisé une campagne centrale sur le thème : « 200 F pour tout le monde ».

● Enfin dans les secteurs où le mécontentement est prêt à s'exprimer (montage camions, fonderies). La C.G.T. sollicite la C.F.D.T. et organise des réunions d'information sur la base d'un catalogue de revendications.

C'est dans cette situation que, début octobre, les organisations syndicales décident la généralisation du mouvement en reprenant les revendications des 200 F par mois, mais pour les seuls ouvriers ce qui permet de laisser dans le vague le problème des mensuels et des augmentations hiérarchisées. Ce qui entraîne la proposition permanente de faire entrer les mensuels dans cette lutte.

## Les étapes de la lutte

Voici quelles vont être alors les principales étapes de la lutte.

**IUSQU'AU 19 OCTOBRE : La mobilisation des ouvriers.**

Par des débrayages journaliers, de une heure à trois heures, par les roulantes (1) les occupations de bureau.

Le mouvement va en s'amplifiant, la direction menace par affiches contre les désordres et lock-outera deux jours CD 1 et VL, mais en vain.

Les travailleurs de CD 4 (autobus) décident une grève illimitée qui ne durera que quelques jours.

La direction fait la sourde oreille, ne prend pas d'autres initiatives et compte sur un pourrissement des mouvements en les laissant se dérouler dans les murs de Vénissieux sans réagir.

Les organisations syndicales voulant aller à la table des négociations le plus rapidement possible décident alors de faire sortir le mouvement de Vénissieux pour informer la population, alerter l'opinion, forcer la presse à parler de Berliet et atteindre l'image de marque de Berliet.

## Du 19 au 26 octobre : un essai de généralisation

La manifestation des travailleurs de Berliet qui occupent le centre de Lyon, le 19 octobre, est une étape importante de mobilisation après les roulantes et les occupations de bureaux : 3.000 ouvriers en bleu avec fanfare, sifflets, pétards ; c'est la fête... à l'initiative des travailleurs, pas de service d'or-

## le joujou de Michelin

Berliet est la propriété de Michelin. Paul Berliet, le patron de droit divin, n'est plus que le gestionnaire-PDG, image de marque. La décision appartient à S.A. Citroën qui dispose de 97 % des actions Berliet et Citroën est sous contrôle de Michelin à 55 %.

D'autre part, le mariage Fiat-Citroën fait que Citroën et Berliet appartiennent à un « holding » dans lequel Fiat détient 49 % des parts. Berliet est donc prisonnier de ses créanciers et de son propriétaire Michelin. Or, les préoccupations de Michelin à l'échelle mondiale sont de vendre du pneumatique. L'accord avec Fiat avait un objectif : assurer la pénétration sur le marché italien (aujourd'hui 30 % des pneus Fiat sont de provenance Michelin) contre le concurrent : Dunlop-Pirelli.

Actuellement, Michelin assure 10 % des ventes du marché allemand et 5 % du marché américain. Il vient de créer un consortium européen des producteurs de pneumatiques, ce qui lui permet de contrôler Continental-Gumminn, principal fournisseur de Mercedes. Il se pourrait, en plus, que Ford, intéressé par la construction de véhicules en France, laisse une place à Michelin aux Etats-Unis à condition que Citroën et Berliet lui laissent le champ libre.

C'est encore plus que l'Europe des trusts, c'est le capitalisme international dans son entier qui dispose de Berliet. La firme de Vénissieux est non seulement soumise au jeu des intérêts internationaux, mais aussi à des contradictions de nature politique qui opposent l'Etat capitaliste français à la firme Michelin.

Les grands capitalistes internationaux comme Michelin se sentent assez puissants pour passer au-dessus de la tête des Etats pour assurer leur domination.

Dès à présent, la direction Berliet a annoncé la couleur. A la réunion départementale de conciliation, elle a déclaré d'entrée qu'elle n'était pas seule à décider et qu'elle ne lâcherait sur rien.

De qui viennent les ordres ? Et que recouvrent-ils ? A quoi correspond la décision de ne plus faire d'investissements dans la région lyonnaise ? Chantage à l'opinion publique ou réorganisation capitaliste ? Sans doute les deux. En tout cas, la taille et l'organisation de Berliet ne correspondent plus à la compétition capitaliste internationale.

Que va faire l'Etat ? Que peut dire Pompidou ? Il peut, d'une part, proposer un regroupement du poids lourd dans son ensemble Berliet-Saviem (filiale de Renault), que ce regroupement soit nationalisé ou non ne change pas grand-chose dans la réalité de la gestion capitaliste. Ou bien Pompidou, qui défend les intérêts du capitalisme européen, peut très bien laisser le marché français du poids lourd aux Allemands en marchandant une contrepartie.

Mais déjà, l'appui de l'appareil d'Etat à Berliet diminue : les commandes militaires vont à Saviem. Dans tous les cas, que le secteur du poids lourd soit nationalisé ou non, regroupé ou laissé à d'autres capitalistes, l'affrontement de classe des travailleurs durera tant que persistera l'exploitation.

(1) La roulante c'est le défilé des grévistes dans les ateliers avec les non-grévistes et éventuellement chasse aux renards (jaunes) et aux cadres.

# CEDER !

dre, la population est favorable, BERLIET C'EST LE POINT DE MIRE...

Pourtant quelque chose ne va pas... on occupe les bureaux mais sagement. Dans la manif, c'est la fête, mais pas de colère. On ne chante pas l'internationale et on ne lève pas le poing. Que se passe-t-il ? Le mécontentement est profond, mais la combativité n'est pas profondément enracinée...

Le mouvement important est là : sans perspective réelle, sans véritable débat sur les formes d'action, sans lueur qui permettrait de voir comment on va en sortir.

Dans cette situation que font les organisations syndicales pour effectuer la jonction avec par exemple Uguine Kuhlmann qui a la même revendication (200 francs pour tous) ? C'est une question supplémentaire pour les travailleurs de Berliet qui discutent dans les ateliers de l'action qui patine :

- Où allons-nous ?
- Comment allons-nous vaincre cette direction silencieuse qui ne prend pas d'initiative ?
- Qui peut nous aider à vaincre en luttant avec nous ?

Si les ouvriers ont beaucoup de choses à dire, ils ne savent à qui les dire, ni comment les confronter avec d'autres, pour prendre des décisions réelles, et qui soient appliquées.

LE 7 NOVEMBRE, LA DIRECTION CONTRE-ATTAQUE et annonce au cours d'une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise le LOCK-OUT PARTIEL des lignes de CD 1 (montage camions, de BC 3, montage cabinés). Les travailleurs donnent un début de réplique en envahissant à deux reprises la réunion du comité.

Le jeudi 9 et le mardi 14 novembre, les ouvriers se mobilisent, à l'appel des organisations syndicales et durcissent leurs positions : LES ROULANTES DEVIENNENT PLUS VIOLENTES ET LES GRANDS BUREAUX DE LA DIRECTION SONT ENVAHIS PLUSIEURS FOIS.

Le conflit est alors relancé. La direction ne veut rien céder et annonce le 16 de nouvelles mesures répressives :

- neuf délégués syndicaux sont traduits en correctionnelle au titre de la loi « anti casseurs » ;
- dénonciation des accords de 68 sur le droit syndical ;
- resserrement de la discipline pour les délégués ;
- lock-out général de deux jours au moment des élections de délégués du personnel (cette semaine).

La direction franchit un pas dans l'escalade de la violence. Les travailleurs ne s'y trompent pas, et l'ensemble de la boîte (techniciens compris) est sensibilisée sur la riposte massive à apporter face à la direction.

Une commission de conciliation se réunit le 17 novembre sur l'initiative des pouvoirs publics. Le représentant de la Direction générale déclare :

« Jusqu'à maintenant, nous étions seuls dans les conflits face aux travailleurs. Dans ce conflit nous ne sommes plus seuls et nous ne reculerons pas. »

Elle ne pouvait pas dire plus clairement que SA POLITIQUE EST CELLE DE TOUT LE PATRONAT SOUTENU PAR L'ETAT CAPITALISTE.

Les travailleurs de Berliet sont prêts à riposter. Seront-ils seuls, eux qui sont aux premières lignes dans l'affrontement contre le patronat.

Tous les travailleurs sont concernés, pour faire reculer le patronat et son Etat pour :

- leur faire lâcher les otages qu'ils ont pris ;
- obtenir les 200 F d'augmentation par mois uniformes pour tous ;
- obtenir l'amélioration des conditions de travail.

C'est l'affrontement de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat, qu'exprime aujourd'hui le conflit chez Berliet. A nous de l'expliquer et de tout faire pour que son issue soit victorieuse pour les travailleurs. □

## quel débouché politique ?

La bagarre est devenue plus âpre avec la décision patronale de lock-outer les travailleurs en lutte, et les roulantes ont fait la démonstration que c'était la masse même des ouvriers qui amplifiait la riposte aux mesures répressives de la direction.

Ce n'est pas pour rien que Berliet s'est attaqué aux heures d'information il y a plus d'un an. Elles permettaient de se réunir, de discuter des objectifs et de prendre des décisions. La suppression des heures d'information, c'est une consigne du CNPF qui a peur que les travailleurs aient la possibilité de discuter, de décider et de s'organiser à la base. Et le patronat a raison d'avoir peur de cette démocratie ouvrière même au niveau de l'atelier ou du secteur car elle est essentielle dans la lutte.

Même si les assemblées ne semblent pas toujours parfaites, car c'est souvent les beaux parleurs, les grandes gueules ou les délégués qui tiennent le crachoir, on y fait l'apprentissage du débat collectif et on peut discuter ensuite par groupes pour aller plus loin.

Ce qui a conduit Berliet à frapper fort, c'est qu'il s'attendait à voir la situation pourrir. Ce qu'il a vu, c'est sa production se désorganiser, sa hiérarchie incapable de modifier quoi que ce soit à la situation, ne jouant même plus son rôle traditionnel de commandement, car les ordres sont si contradictoires que ces messieurs les cadres attendent sur la touche, à part les quelques chefs de combat, tel Nespolet,

épris du « bugne à bugne » avec les roulantes.

Cette désorganisation montre en réalité un aspect du pouvoir des travailleurs sur la production, leur capacité à modifier les cadences et les normes de travail par la pratique permanente du fait accompli, c'est le contrôle ouvrier qui est imposé après l'avoir décidé en assemblées de travailleurs en lutte.

La direction vient d'abattre la suite des cartes par la répression sur les délégués et les droits syndicaux acquis après de durs conflits chez Berliet, surtout en Mai-Juin 68. C'est une attaque directe visant à démanteler le premier lien d'organisation des travailleurs : les syndicats.

C'est la première fois que dans une grande entreprise le patronat utilise la loi anti-casseurs. De plus, des travailleurs de CD 1 sont traduits, eux, devant les prud'hommes. Dans la lutte contre la répression, c'est le front de classe qui doit se réaliser ; la lutte dépasse les murs de Berliet, l'affrontement a une dimension nationale car, dans la circonstance, la loi anti-casseurs, c'est l'alliance du patronat et de l'Etat dans la répression.

Mais si nous devons faire un front large sans exclusive, il ne faut pas que cette bagarre soit une manœuvre de diversion pour faire passer sous la table les objectifs des travailleurs Berliet et baisser les bras dès que la répression reculera, comme à Berliet-Bourg, par exemple.

## Du 26 octobre au 7 novembre : une consultation, pourquoi ?

La direction à travers une campagne de presse, accuse les organisations syndicales d'imposer une agitation aux ouvriers par des pressions morales et physiques (les roulantes). Pour démontrer leur représentativité, les responsables des organisations syndicales organisent un vote à bulletin secret, demandant aux ouvriers de choisir entre la Direction et les syndicats.

Si les militants syndicaux se sont mobilisés, les travailleurs, dans leur ensemble ont eu conscience qu'ils n'étaient pas dans une action dynamique. Dans les ateliers, les discussions deviennent de plus en plus vives.



Aucune A.G. n'est tenue pour discuter des objectifs (les 200 F sont un peu oubliés dans les tracts au profit de « l'ouverture des négociations ») et des formes d'action (les ouvriers ne connaissaient pas les grandes lignes de la journée du 19 et ne savaient pas où on les menait).

Les travailleurs sont dépendants des mots d'ordre des organisations syndicales ce qui crée un climat d'attentisme et un suivisme défavorable à un enracinement de la combativité. D'où la proposition d'assemblées générales secteur par secteur dans la perspective de la démocratie ouvrière et du contrôle ouvrier.

**EN BREF C'EST LE « MECONTENEMENT QUI S'EXPRIME « CE N'EST PAS ENCORE UNE LUTTE RESOLUE POUR UN OBJECTIF CLAIREMENT EXPRIME PAR TOUS LES TRAVAILLEURS. »**

Cela suffit pourtant à inquiéter une direction qui n'ose pas attaquer mais trahit sa peur de l'insubordination collective dans une affiche :

« les cortèges dans l'entreprise sont interdits. » Ne sont pas considérés comme exercice normal du droit de grève, les arrêts inopinés et répétés aboutissant à une désorganisation de la production, ainsi que les restrictions volontaires de travail pour freinage de la production. »

LE 26 OCTOBRE les « Berliet » marquent profondément la manifestation interprofessionnelle de la journée d'action. Les yeux se tournent vers eux et on attend quelque chose des ouvriers de Vénissieux.

## Dans le jeu du capitalisme international

Berliet, vous connaissez ? Premier constructeur français de poids lourds, 2 milliards et demi de chiffre d'affaires, 19.500 salariés. Dans la seule région Rhône-Alpes, 27.500 salariés reçoivent leurs ressources de Berliet, ce qui fait « vivre » plus de 100.000 personnes, les uns vivent très bien puisque les dix plus hauts salariés de Berliet s'élèvent à une moyenne de 16.500 F par mois, mais la grande masse des travailleurs ne dispose que de 950 à 1.300 F et vit plutôt mal, les fins de mois sont de plus en plus douloureuses.

Mais Berliet n'est pas un géant international, les constructeurs étrangers, notamment allemands, vendent autant en France que Berliet, c'est-à-dire 30 % des immatriculations, et la réciproque n'est pas vraie puisqu'il n'exporte pas 5 % de ses exportations sur le marché européen.

C'est un petit européen avec 6,5 % du volume de production contre 20,1 % à Mercedes, 13,6 % à Fiat, 11 % à Bedford, 10,4 % à Ford, etc. Pourtant, Berliet veut jouer les puissances industrielles, en dix ans, grâce à la construction d'une unité industrielle par an, ses surfaces bâties passent de 500.000 à 900.000 m<sup>2</sup>.

A chaque fois qu'il achète du terrain, construit des usines, il lui faut financer des investissements sans prêts à long terme. Cet argent, il le tire en surexploitant les travailleurs de ses usines.

Berliet, à Vénissieux, intègre les poids lourds Citroën en 1971. Il remporte l'oscar de l'exportation : 40 % de sa production va vers la Chine, Cuba, l'Afrique, soit 9.000 véhicules sur 23.000 produits.

Mais cette même année, ses résultats financiers ne sont pas brillants car tout est automatiquement réinvesti, l'amortissement coûte cher et la publicité revient à 10 millions de francs lourds.

En 72, ce sont les revers de l'exportation. La crise internationale du poids lourd se fait sentir, notamment dans les ventes à l'export ; Berliet comptait sur un gros marché Chine de 8.500 véhicules. La reprise du marché français de Berliet est loin de combler le manque à gagner à l'exportation. Seul le marché Pologne assure la survie du secteur autobus. Berliet se trouve donc dans l'impossibilité de rentabiliser à court terme ses investissements.

L'entreprise mène une bataille pour la rentabilisation : augmentation des cadences, insécurité, blocage de l'emploi. Depuis juin 70, 1.800 emplois ont été supprimés.

Berliet recherche de nouvelles sources de profits et s'oriente vers l'« engineering », la vente de services (Cuba, Algérie, Pologne). Habilement, Paul Berliet développe des filiales annexes qui récupèrent des bénéfices : Huiles Berliet, CITTEX (agence de transports), RECA (assurances), CIFA (crédit automobile), SORHO-FI (banque), etc.

Il essaye, enfin, de liquider l'usine vétuste de Monplaisir où le problème de l'emploi va se faire sentir, tout en réalisant une belle opération immobilière. Ce sera peut-être le tour de Vénissieux ensuite, comme celui de Fie Seguin à Billancourt pour Renault.

## ● *Le logement aux mains des grandes banques*

Les scandales immobiliers qui ont tenu le devant de la scène tous ces derniers mois et fourni une prose substantielle à la grande presse risquent de détourner l'attention de l'opinion, des vrais problèmes qui se posent en matière de logement dans la région parisienne.

Pendant trop longtemps, la gauche traditionnelle s'est contentée de réclamer :

- La cessation des scandales ;
- Une augmentation des logements accessibles aux travailleurs, qui ne pouvait être obtenue qu'avec un accroissement de l'aide de l'Etat au logement social.

Ces mots d'ordre en soi sont effectivement populaires. Mais ils ne tiennent pas compte de la réalité du marché immobilier et de la « normalisation » que les grandes banques sont en train d'effectuer, pour enlever ce marché aux « amateurs » comme aux petits trafiquants.

De même, il serait temps de prendre conscience que l'aide de l'Etat, en assurant le préfinancement du logement, procure aux capitaux investis à court terme dans la construction une rentabilité exceptionnelle.

Le gouvernement étant amené à court terme à bloquer l'usage étendu du crédit qui, seul, permet le fonctionnement du système immobilier, et la bourgeoisie moyenne ne pouvant plus acheter, c'est-à-dire suivre la hausse vertigineuse des prix des logements, on va assister, dès la fin de 1973, à une magnifique crise de surproduction.

Le gouvernement réamorçera alors le système de la construction immobilière, par un nouvel essor de la construction sociale et du secteur aidé par l'Etat. Les promoteurs ne craindront pas, ainsi, de faire du « social » en obtenant des profits supérieurs par l'abaissement des coûts de production (matériaux médiocres, architecture dite « fonctionnelle », sans l'ombre de recherche). Le préfinancement des logements étant assuré par l'Etat (le Crédit Foncier est là pour ça). Enfin, le jeu de la facturation de « frais de gestion et honoraires ».

### Le standinge ...

Le résultat très clair de la prise en main par le capitalisme moderne de l'appareil de production des logements a été la transformation du logement en bien de consommation.

Paris est par excellence le domaine du « logement-bien de consommation » à utilité réelle minima, dont le prix fait que les travailleurs sont expulsés de Paris. Ce type de logement se caractérise par :

- Le « standing » :
- Halls tape-à-l'œil, avec plaques de marbre, interphone, moquette, etc. ;
- Des surfaces réduites (de plus en plus de studios et de deux pièces : plus de 50 % des logements actuellement construits à Paris) ;
- Un accaparement des logements par la bourgeoisie, à des fins purement spéculatives d'investissements. On estime à 20 % le nombre de logements achetés à Paris par des investisseurs destinés à être loués (soit plus de 4.000 logements annuels). Cet investissement dans la pierre est d'autant

plus important que l'inquiétude politique de la bourgeoisie est forte. Jamais les promoteurs n'ont vendu autant de logements à des investisseurs que pendant les événements de 1968.

La grande banlieue, par contre, est devenue le domaine du logement-gadget inférieur au modèle parisien

### VILLE A VENDRE

« Ville à vendre » est un film réalisé par des étudiants à l'Institut de l'Environnement. C'est un instrument d'animation pour tous les groupes (comités de locataires, comités de quartier, etc.), qui luttent sur les mauvaises conditions de logement. Le film traite de la rénovation urbaine à Belleville mais c'est en fait un véritable dossier sur les conséquences concrètes et quotidiennes de la politique effrénée de spéculation immobilière engagée sur le sol de toutes les villes.

Constitué à partir d'enregistrements d'habitants du quartier, le film montre qu'en « vendant la ville » au plus offrant, la bourgeoisie a volontairement détruit tout un mode de relations sociales spécifiques aux quartiers ouvriers qui ceinturent Paris. Depuis la Commune, elle poursuit la même politique : éloigner au plus loin, les classes laborieuses du centre de la capitale, c'est-à-dire du centre des lieux de décision bancaire et politique : la « rénovation » urbaine est le dernier acte de cette politique.

La Bourgeoisie ne « rénove » rien. Elle détruit, elle prétend construire du neuf et du beau mais les nouveaux habitants des tours viennent témoigner leur mécontentement pour le prix exorbitant auquel ils payent des appartements qu'ils ont choisis au vu de publicités mensongères qui leur promettaient une vie « de rêve » « au sommet de Paris ».

Le film ne démontre rien : l'accumulation de documents vécus se transforme d'eux-mêmes en un véritable réquisitoire contre la Bourgeoisie, qui, quotidiennement, sur le champ de bataille de la ville, fait la guerre au peuple.

mais qui fait intervenir d'autres facteurs : mirage de la vie à la campagne et illusion donnée aux cadres d'avoir en même temps un logement urbain et une résidence secondaire... Pour les catégories de travailleurs « insolubles », même avec le crédit et l'apport de l'allocation-logement — et ce sont les plus nombreuses —, il reste la portion congrue des H.L.M. locatives et des cités de relogement et de transit. Quand les travailleurs ne peuvent pas payer, on les parque, en prenant bien soin de les éloigner des zones « profitables ». La bourgeoisie est en train de mener à bien une politique de déportation des travailleurs parisiens vers des zones-dortoirs dépourvues de moyens de transports et d'équipements collectifs.

Cette politique s'appuie sur la différence d'évolution entre le prix des logements et celui des salaires.

En effet, de 1960 à 1965, le prix des logements neufs a augmenté de 110 % à Paris.

Par contre, le salaire des ouvriers des métaux augmentait, de 1960 à 1965, de 55 %.

En banlieue, la courbe est de même ordre pour la construction. De 1960 à 1970, le prix des logements neufs a augmenté en moyenne de 8 à 10 % par an en banlieue.

### Main de harpie

Rechercher un logement est une expérience courante. Les interlocuteurs paraissent multiples : agents immobiliers, promoteurs aux titres variés, sociétés de crédit qui font miroiter des services particuliers.

En réalité, par le jeu de multiples participations, la création de filiales communes, l'échange des administrateurs et du haut personnel dirigeant, la promotion ne fonctionne que par l'octroi de crédits bancaires. L'entité banque domine entièrement l'appareil de production des logements.

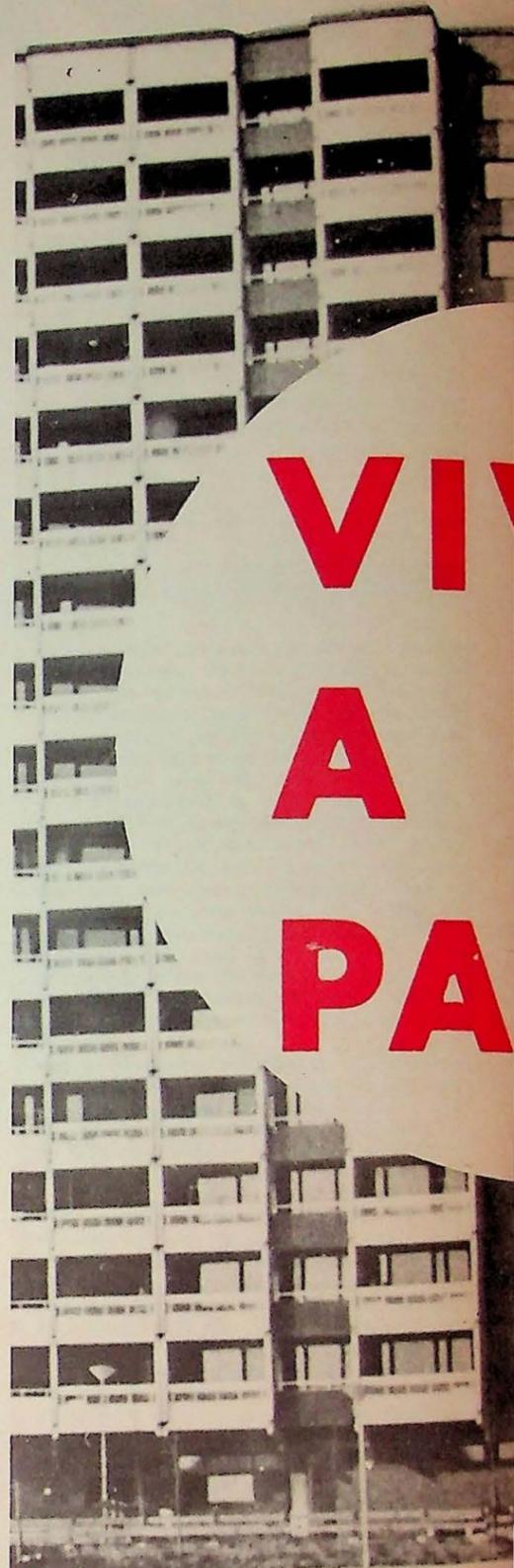
« La banque, museau de fouine, corps de hyène, main de harpie » (Paul Lafargue), constitue l'appareil unifié capitaliste de production des logements.

Chaque banque possède ses filiales dans la promotion et le crédit immobiliers : des logements sociaux aux résidences de luxe, rien n'échappe au système bancaire. En dehors de leurs activités autonomes dans ce domaine, les banques (y compris les banques nationalisées) qui ont rejeté depuis longtemps tout scrupule gênant... s'associent pour pouvoir exploiter les travailleurs en commun et avec davantage d'efficacité.

La Compagnie Bancaire est une association de ce type, regroupant :

- Des banques privées, Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas), la banque Vernes, la banque Worms, la banque de l'Indochine, le CIC, la banque de l'Union parisienne ;
- Des banques nationalisées : la BNP, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Crédit du Nord ;
- Des groupements de compagnies d'assurances : AGF, UAP.

Cet organisme extraordinairement puissant couvre, par ses filiales, non seulement tous les domaines de l'immo-



VIV  
A  
PA

RE  
PARIS

bilier (l'UCB-CFEC est une société de crédit aux acquéreurs et promoteurs, la SEMAEL et SEMEAU XV s'occupent de rénovation (ville nouvelle de Créteil et rénovation du XV<sup>e</sup>), la CERGI prodigue des conseils et du personnel technique aux promoteurs « rénovateurs », la SINVIM, la SUDINVIM et la PROMOGIM sont des sociétés de promotion immobilière et la CEGECE une société de promotion de centres commerciaux), mais encore tous les aspects de la vie urbaine : le crédit à l'équipement ménager (CETELEM), le crédit à l'automobile (COFICA), le crédit à l'équipement des entreprises (LOCABAIL).

## Le bar du crédit

Le président du conseil de surveillance de ce groupe, J. de Fouchier, communément appelé « le bar du crédit », ami intime de Michel Debré, est également le président du groupe PARIBAS, dont le rôle est essentiel dans les opérations urbaines de la région parisienne. Il faut souligner encore les liens très étroits du groupe Paribas avec la Banque de l'Union Parisienne dont les activités ne sont pas négligeables en matière immobilière (filiales communes). Quelques groupes bancaires font donc à eux seuls la pluie et le beau temps en matière de logement : le groupe PARIBAS, le groupe Compagnie Bancaire, le Groupe Suez-La Henin Indochine, le groupe Rotschild.

Les groupes bancaires cherchent à éliminer actuellement une contradiction fondamentale de l'appareil de production capitaliste des logements : la propriété émietée du sol urbain aux mains des couches étrangères à la grande bourgeoisie.

Ils procèdent donc à des achats systématiques de terrain en vue de construire des réserves foncières abondantes qui leur permettront de s'approprier la plus-value foncière avec la complicité plus ou moins tacite des Pouvoirs publics.

Pour parvenir à la domination du marché, ils ont obtenu de faire créer par l'Etat une législation sur mesure leur remettant notamment le pouvoir d'expropriation.

Nous faisons ici allusion aux zones d'aménagement concerté (ZAC) par laquelle la commune s'engage à exercer son droit d'expropriation au profit des constructeurs. La solution de la question du logement n'est donc à chercher ni dans une « moralisation » dont la seule conséquence prévisible est la concertation accrue du capitalisme immobilier, ni dans une simple politique de logements sociaux aidés par l'Etat.

## Un profit juteux

On ne confie pas à un Etat dominé par la bourgeoisie la satisfaction des besoins en logement des travailleurs, mais dans la définition, l'exécution et le contrôle par les travailleurs eux-mêmes d'une politique de logement adaptée à leurs besoins. La nationalisation du capital financier tout puissant dans l'immobilier est une étape nécessaire de ce processus, mais elle ne saurait suffire à transformer radicalement le système actuel : nous n'avons qu'à évoquer le cas des banques nationalisées : BNP, Société Générale, Crédit Lyonnais qui, créant leurs propres sociétés de promotion, procèdent à l'image des groupes bancaires privés. Le problème fondamental est bien la fin d'un système d'urbanisme concédé par en haut aux usagers et conçu comme une source de profits juteux : c'est la prise en main de la ville et de son développement par ses habitants. ■

## La grande misère des transports en commun



Dans une agglomération urbaine dont la population est en croissance permanente (elle dépasse aujourd'hui les dix millions) mais où s'effectuent des transferts d'habitants, du centre (Paris) vers la périphérie, le problème des transports est essentiel. Un million de « banlieusards » travaillent à Paris, 210.000 personnes résidant à Paris travaillent en banlieue : soit plus de 15

millions de déplacements journaliers dans la Région parisienne, dont la moitié est assurée par les transports en commun (et les deux tiers pour les déplacements aux heures de pointe). D'ici quelques années, le caractère insurmontable des difficultés créées par la circulation automobile renforcera davantage encore le rôle des transports en commun.

## Un réseau totalement inadapté

Or, ceux-ci sont totalement inadaptés. Le réseau métropolitain - RER mis à part - n'a pratiquement pas été étendu depuis 1939 et pas du tout depuis 1953. Le nombre de places qu'il offre n'a augmenté que de 1,4 % de 1954 à 1960. Le matériel date pour près de 95 % d'avant la guerre de 1939. Des lignes d'autobus ont été supprimées, ce moyen de transport est victime des encombrements. Le réseau Paris-Banlieue de la SNCF n'a pas bougé depuis 1900 : son organisation défavorise la banlieue la plus ouvrière (Est, Nord), elle ne permet pas de communication directe entre des communes voisines.

Et ce n'est pas le squelettique RER, doté des mêmes tares, qui permettra de résoudre le problème... Au surplus, son achèvement prend un retard de plus en plus sérieux.

Non seulement le réseau des transports en commun de la région parisienne est en retard de trente ans sur les besoins, non seulement les conditions de confort (espace, places assises) se sont dégradées à un point tel qu'elles en deviennent intolérables, mais en plus l'Etat a cru bon ces dernières années de faire payer aux usagers

des augmentations proportionnelles à la dégradation de ce service public. Il s'agissait d'obtenir « la vérité des prix » et l'équilibre financier de la RATP et de la SNCF. De 1966 à 1970, le prix du ticket de métro a augmenté en moyenne de plus de 17 % par an, le carnet passant de 3,70 F à 7 F ! Il s'agissait de faire financer par les usagers et eux seuls (la prime de transport octroyée par les patrons n'augmentant pas, elle, en violation flagrante d'une loi promulguée par la bourgeoisie) le rattrapage du retard accumulé par l'Etat !

La lutte menée depuis 1970 par la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région parisienne, créée à l'initiative du PSU et de Lutte Ouvrière (rejoins depuis par l'AMR) a permis de faire face à cette entreprise scandaleuse. Ses comités de base ont donné aux usagers le moyen d'exprimer leur mécontentement jusqu'alors diffus. Les manifestations qu'elle a organisées avec succès en août et octobre 1971, les actions qu'elle a menées ont enrayer la hausse : prévu pour atteindre 10 F en juillet 1972, le carnet métro-RATP est resté fixé à 8 F depuis un an et demi.

## Objectif : la gratuité

Ce n'est pas un hasard si depuis 1971 la taxe de transport perçue sur les employeurs a été « redécouverte » par l'Etat.

Depuis quelque temps, l'administration « s'inquiète » de l'évolution du problème des transports dans la Région parisienne. Mais ouvrir des parkings aux portes de Paris ne fait que poser avec plus d'acuité la question des trans-

ports en commun : pour eux tout reste encore à faire. Quant aux usagers, ils ont réussi à enrayer l'offensive de l'Etat sur la hausse des tarifs, mais il leur faut dans l'avenir continuer leur combat pour que la progression des transports en commun ne se fasse pas « sur leur dos » (comme dans le cas du RER et de ses tarifs scandaleux) et pour réaliser leur objectif : la gratuité des transports en commun. ■

## ● Les mineurs à Paris

Jeudi 16 en fin de matinée, plus d'un millier de mineurs venaient en délégation à Paris exiger du Premier ministre l'ouverture de négociations au sujet de la grève entamée depuis 4 semaines aux Mines de Potasses d'Alsace. Casques blancs et bleus de travail : c'est ainsi qu'ils entendaient attirer l'attention sur les conditions de travail qui leur sont faites et le scandale de l'éventail des salaires. Plusieurs points à noter dans ce conflit : les revendications non hiérarchisées, l'unité syndicale réalisée, et le soutien qui leur a été apporté par les élèves d'une grande école, celle des Mines à Paris. Et puis aussi, le signe qu'en Alsace, ça bouge...

Depuis quatre semaines, la mobilisation des mineurs n'a connu aucune défaillance. Aujourd'hui, ils ont encore affirmé dans les rues de Paris : « Nous irons jusqu'au bout ». Meetings, information sur leur mouvement en Alsace, blocage de la circulation à certains carrefours, occupation de la direction générale, collectes et enfin, manifestation à Paris. L'ampleur des actions entreprises souligne la détermination des mineurs et a eu aussi pour effet d'unir tous les syndicats ouvriers (y compris la CFTC et FO), aussi bien sur les revendications que sur les moyens d'action : c'est le comité de grève (auquel participent tous les syndicats) qui prend les décisions.

Les revendications :

- 5 % d'augmentation des salaires ;
- prime de fin d'année de 1.000 F pour tous ;
- 4 jours de repos payés supplémentaires pour 1973 ;
- extension à tout le personnel de certains avantages réservés à la maîtrise et aux ingénieurs (mutuelle, avantages en nature) ;
- grille unique des salaires.

La presse, lorsqu'elle a parlé de cette grève, a souvent déformé l'esprit et la portée des revendications, qui portent d'abord sur l'augmentation des salaires.

Aux Potasses d'Alsace, les salaires connaissent de grandes disparités et ce, sans la moindre garantie. Il y a d'une part ceux qui sont payés « à la tâche » (dont le salaire mensuel peut varier de 1.100 F à 2.100 F selon qu'ils sont au jour ou à l'abattage, avec un échelon intermédiaire pour les travailleurs affectés au transport ou à l'entretien : 1.600 F) ; les tâches les moins mal rétribuées sont aussi les plus pénibles et un mineur, qui est déplacé, pour des raisons « techniques » ou autres, ou usé par l'âge et la fatigue, voit son salaire du même coup diminuer. Les heures supplémentaires, nécessaires,

pour arrondir les fins de mois, accroissent l'éventail des rémunérations, déjà largement ouvert par les variations des taux de salaires d'un puits à l'autre. Il y a ensuite les mensuels, qui peuvent gagner jusqu'à 6.000 F par mois (ingénieur au bout de 12-13 ans). Autre revendication : les avantages sociaux — qui connaissent des inégalités du même ordre comme si les besoins d'une famille de mineur étaient moindres que ceux d'une famille d'ingénieur ! La prime de chauffage qui atteint 4.800 F par an pour un ingénieur n'est que de 600 F pour un mineur et tombe à 300 F pour un retraité. Les vieux ? Z'ont qu'à pas avoir froid !

Les conditions de travail très pénibles des Potasses justifient largement les revendications des mineurs.

Même si l'expression politique de leur mouvement est assez traditionnelle (n'oublions pas que l'Alsace reste très influencée par le conservatisme politique et social), les mineurs de potasse s'attaquent directement à l'énorme fossé qui a toujours séparé ouvriers et cadres dans les Mines. C'est en cela que leur mouvement s'oppose à l'organisation capitaliste du travail.

Devant le silence ou les affirmations mensongères de la plupart des journaux et à la demande de la section CFDT des mines de potasse, les sections CFDT et SneSup du personnel ainsi que le comité de base des élèves et la section PSU de l'École des Mines, à Paris, ont décidé de tout faire pour populariser ce mouvement. Trois camarades sont allés se renseigner sur place, et la semaine suivante, il a été possible de réunir un meeting à l'école des Mines, d'alerter la presse, et d'organiser des collectes. Il était particulièrement intéressant, dans une école qui forme des ingénieurs, de dénoncer, avec les mineurs d'Alsace, le fossé entre les cadres et les autres travailleurs,

que la direction entretient pour s'assurer la fidélité de tout le personnel d'encadrement.

Correspondant ■

Soutien financier « Fonds de Solidarité Mineurs », CCP 1225-64 G., Strasbourg.

### Le film des événements

● Octobre 1971 : Le contrat salarial 72-73, jugé insuffisant, n'est signé par aucun syndicat.

● Janvier à septembre 72 : Les syndicats négocient avec Martin, nouveau PDG « social ». Pas de résultat. La tension monte...

● Octobre 72 : Les syndicats, écœurés par ces discussions aussi longues qu'inférieures, arrêtent les négociations.

● 20 octobre : Journée d'action CGT-CFDT, largement suivie par les mineurs.

● Samedi 21 et dimanche 22 octobre : Grève partielle dans les entreprises sous-traitantes, chargées du traitement du minerai au jour.

● Lundi 23 octobre : Martin déclare qu'il ne modifiera pas sa position. Meeting de protestation CGT-CFDT : plus de 4.000 mineurs y participent. La grève est votée. Les syndicats CFTC et FO s'y joignent.

● Du 23 au 28 octobre : Très forte mobilisation : meetings, blocage de la circulation aux carrefours ; les mineurs, répartis en petits groupes, vont expliquer leur grève dans la région. La CGC décide deux heures de grève en fin de poste !...

● Vendredi 27 au dimanche 29 octobre : Les mineurs occupent la direction générale à Mulhouse. La police encerclé les bâtiments mais il n'y a pas d'affrontement. Une fois les grévistes partis, la police investit les locaux.

● 30 octobre au 3 novembre : La grève continue. La direction refuse toute discussion. Les pertes subies par l'entreprise depuis le début de la grève, atteignent presque deux fois le coût des revendications.

● 3 au 4 novembre : Une délégation de 250 mineurs vient à Paris en cars, faire des démarches au ministère de l'Industrie et auprès des groupes parlementaires. Sans résultat.

● 5 novembre : La CGC a annulé ses deux heures de grève : devant ce « geste » Martin ouvre les négociations. Une journée de discussions aboutit à un échec. Les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO) restent unis sur leurs positions. Martin s'en remet aux « autorités gouvernementales ». C'est avec elles qu'il faut désormais discuter.

● 6 novembre : Important meeting interprofessionnel à Mulhouse. La solidarité s'organise dans les entreprises alsaciennes sous forme de collectes.

● 11 et 12 novembre : Les mineurs partent en Lorraine, organisent avec succès des collectes auprès des mineurs des Houillères.

● 15 novembre : Charbonnel, ministre de l'Industrie, se déclare prêt à discuter avec les grévistes.

● 16 novembre : Les négociateurs, venus massivement en train spécial à Paris, rencontrent Messmer. A Mulhouse les négociations doivent reprendre le 17 à 10 heures... ■

## ● A propos du conflit Baroclem

La fédération PSU de Haute-Normandie tient à ce que « Tribune Socialiste » continue à apporter chaque semaine aux militants et à tous ses lecteurs les informations et les éléments de réflexion nécessaires pour développer le combat socialiste. Elle n'entend donc pas engager à perte de vue une polémique avec la Ligue Communiste par journal interposé. Une mise au point s'impose néanmoins. Depuis deux mois la LC a engagé dans sa presse une campagne de dénigrement mêlant le PSU et des organisations syndicales de la région rouennaise, s'en prenant notamment à certains responsables syndicaux.

Le prétexte en est fourni par une grève d'une dizaine de jours qui a eu lieu à l'usine Baroclem de Grand-Quevilly. Cette grève a démarré à partir d'un climat de répression qui se développait et s'est élargie à des revendications de salaires. Déclenchée spontanément dans un atelier, l'action s'est élargie à l'ensemble de l'usine. Devant le refus de négocier de la direction, l'assemblée des travailleurs en lutte a décidé d'occuper l'usine. Quels ont été les résultats de cette grève ? La CGT et la CFDT locales affirment qu'ils ont été appréciables au point que la majorité des grévistes a approuvé la reprise du travail lorsque les syndicats métaux de ces deux organisations ont soumis à l'assemblée générale le résultat des négociations.

Peut-on parler comme le fait « Rouge » de « trahison » de « grève brisée » par les « bureaucrates syndicaux » ?

Le PSU n'a jamais été directement engagé en tant qu'organisation dans cette lutte. Il n'a eu à en discuter que du seul fait qu'un responsable syndical, qui a eu de fait ses responsabilités dans l'union métaux CFDT de la région rouennaise à intervenir dans cette affaire est aussi membre du PSU.

Mais puisque la Ligue s'en prend au PSU sans avoir été capable au cours d'une rencontre entre le bureau fédéral PSU et le bureau politique de la Ligue représenté par un seul camarade d'apporter la moindre preuve tangible de ses accusations, nous sommes obligés d'apporter les précisions suivantes.

### 1 - Les résultats de la grève.

Rien que sur le plan salarial, la CGT et la CFDT déclarent que cette grève a amené aux travailleurs une augmentation inversement hiérarchisée de 6 à 9 %. Avec une précédente grève de 3 jours au printemps les salaires les plus bas ont progressé de 15 % sur l'année. Pourquoi « Rouge » n'a-t-il absolument pas parlé de ces résultats dans 4 pages entières ? « Mensonge par omission » !

## ● Sablé : patron-fossile

— Fonderie Grandry : 2<sup>e</sup> usine de Sablé. 250 ouvriers. Salaires très bas (manœuvre : 4,57, OS2 : 5,03). Petite section CGT. Quelques CFDT.

— La grève : décidée par les ouvriers. Exigent le rattrapage des salaires (70 à 85 centimes de moins que dans les fonderies du Mans).

— Conflit dur : 170 grévistes résolus, une quarantaine d'indécis, une trentaine de non-grévistes. Patron-fossile du style : « Je n'ai jamais cédé depuis 30 ans, c'est pas maintenant que je vais commencer ».

— La solidarité s'organise : un comité de soutien a été formé par des militants locaux (dont PSU). Relation constante et étroite avec les grévistes.

Correspondance ■

Dans son numéro 176 « Rouge » reproduit le verso d'un tract du syndicat CFDT de Rouen mais ne publie pas le recto qui expliquait ces résultats.

### 2 - La conduite de la grève.

Chacun sait que le PSU est très attaché à ce que les travailleurs gèrent eux-mêmes leurs luttes car c'est l'occasion pour eux de s'engager sur le chemin de la gestion de leur entreprise demain. Mais, l'assemblée générale des travailleurs ne doit pas être un simulacre de démocratie ouvrière, ni l'occasion d'une manipulation. On n'a pas le droit de tromper les travailleurs sur ce qui se passe : évolution du rapport des forces, résultats complets des négociations, etc.

Les sections syndicales comme les autres forces présentes dans l'entreprise doivent pouvoir à tout moment s'exprimer dans l'AG des travailleurs en lutte et jouer pleinement leur rôle dans le comité de grève. Si elles ne peuvent pas prétendre à conduire la lutte toutes seules, elles ne doivent pas pour autant être considérées comme quantité négligeable, encore moins comme adversaire.

En ce qui concerne les structures syndicales l'élargissement de la lutte, le soutien des sections locales face à une offensive patron-justice-Etat, comme un jugement de référé pour faire évacuer l'usine, le développement de la solidarité tout cela est bien de la responsabilité des syndicats et des unions de syndicats. Il ne peut y avoir antagonisme.

Il ne semble pas que cet état d'esprit ait été développé par les animateurs de la grève. Peut-on par exemple considérer comme dans le numéro 171 de « Rouge » que l'évacuation brutale d'un secrétaire fédéral CFDT soit une grande victoire des travailleurs !

Où est l'ennemi prioritaire, le syndicat ou le patron ?

### 3 - A vouloir trop prouver on ne prouve rien.

L'abondance de la littérature sur ce problème, la déformation des événements, la multiplication des accusations calomnieuses et nominatives contre des responsables connus cachent autre chose.

Le premier article de « Rouge » est significatif : la Ligue a monté cette affaire en épingle.

L'objectif est double : D'abord elle a saisi l'occasion d'une faiblesse caractérisée de la section CFDT avant la grève — 11 adhérents sur 400 travailleurs pas à jour de leurs cotisations depuis 6 mois — pour monter une opération contre l'union régionale CFDT et ses responsables, et faire avancer son objectif de constitution d'une tendance organisée et animée par une fraction Ligue structurée.

Ensuite en s'attaquant à un responsable syndical, membre du PSU. C'est ainsi notre parti qu'elle vise. Nous connaissons trop bien sa stratégie à notre égard pour être dupes. L'objectif est clair, il vise la destruction du PSU par tous les moyens pour prendre sa place y compris au niveau électoral.

### 4 - Le PSU ne sera pas complice.

La classe ouvrière n'a rien à gagner dans des opérations de ce genre. Nous réservons exclusivement nos coups pour combattre l'adversaire de classe : le capitalisme et les forces qui le soutiennent.

Cela ne nous empêche nullement de critiquer quand il le faut nos partenaires de classe, y compris les syndicats. Nous acceptons aussi les critiques et nous savons en faire notre profit quand elles sont justifiées.

Mais cette critique entre les organisations de la classe ouvrière ne se justifie que pour faire progresser la prise de conscience des travailleurs en vue de construire le socialisme.

La fédération PSU de Haute-Normandie ne se trompera pas d'adversaire. ■

## Tout un village

(extrait d'un tract du comité de grève) Les mines de potasse sont les plus chaudes d'Europe. Dans les chantiers qui sont à 700 mètres sous terre, la température atteint, dans certains cas, jusqu'à 50°. S'ajoutent les poussières, les gaz, et les fumées des machines. Selon les expériences faites par la médecine du travail, les mineurs de potasse, perdent entre 5 et 6 kilos par poste, suite à leur transpiration. Le pouls d'un mineur, durant l'effort, varie entre 120 et 160.

En 5 ans, plus de 40 mineurs ont été tués au fond de la mine. Depuis que les mines de potasse existent, les tués sont au nombre de la population d'un village de 800 habitants. ■



## ● Brégille : le combat de 30 femmes

Le 28 janvier 72, les 30 travailleuses du préventorium de Brégille (Besançon), qui accueillent des enfants atteints de primo-infections, se mettaient en grève et occupaient les locaux. Clément, le patron, voulait transformer l'établissement en maison pour adultes convalescents, ce qui permettait du même coup de déclasser des monitrices en filles de salles, avec perte de salaires, et de virer trois déléguées. Il avait fallu 5 mois de conflit pour faire plier Clément. Lequel, apparemment, n'a rien compris...

### ● LE PATRON PLIE

Le 3 juillet, en signant le protocole d'accord qui mettait fin au conflit, Clément accepte entre autres choses :

- de reprendre tout le personnel, en même temps, dans les conditions où il se trouvait auparavant en ce qui concerne les salaires et les classifications et avec l'ancienneté acquise antérieurement. La reprise du travail est fixée pour tout le monde au 1<sup>er</sup> septembre.
- la vocation de maison pour enfants du Prévent, même si provisoirement et pour une durée de six mois à un an, l'établissement doit accueillir moitié adultes, moitié enfants, convalescents en provenance du Centre hospitalier.
- de mettre en œuvre les modalités d'application du plan définitif de reconversion du Prévent en maison d'enfants en liaison avec le Comité d'Établissement et les organisations syndicales intéressées.

### ● JOUR DE REPRISE : JOUR DE GREVE

Mais si Clément a plié, il n'a pas cédé.

Le 1<sup>er</sup> septembre, jour de reprise du travail, la direction annonce que les travaux de rapprochement du service PEDIATRIE ne sont pas terminés et que le personnel de ce service devait aller travailler provisoirement à l'hôpital, soi-disant « pour faire connaissance avec les enfants » (C'est la première atteinte au protocole d'accord).

La réaction des travailleuses ne se fait pas attendre devant ce piège grossier : elles se mettent en grève.

La direction ne s'attendait pas à une réaction si brutale et cède : les travailleuses du service pédiatrie seront renvoyées chez elles jusqu'à ce que les travaux soient terminés (cela durera dix jours), les journées de travail perdues seront à la charge de l'employeur.

### ● LA NOUVELLE TACTIQUE PATRONALE :

Devant la détermination des travailleuses, Clément change de tactique pour arriver à ses fins.

- Il tente d'intervenir le moins possible directement, mais il le fait par personne interposée : en particulier par certains médecins qui sont montés de l'hôpital et qui se placent manifestement au sein de la direction (l'un d'entre eux fait d'ailleurs partie du Conseil d'Administration du Prévent).
- Il embauche moult concierges, gardes de nuit, etc., qui sont de véritables flics.
- Il place les travailleuses dans des conditions de travail impossibles, afin qu'elles quittent d'elles-mêmes l'établissement : les deux jardinières d'enfants (2 parmi les 3 licenciées de janvier 1972) doivent travailler avec les enfants dans une pièce de 15 m<sup>2</sup>, alors que le jardin d'enfants de l'ancien prévent sert de débarras. La secrétaire médicale (troisième licenciée de janvier 1972) est postée comme standardiste (en violation du protocole d'accord) mais on lui cadénasse son téléphone et elle ne peut s'en servir.
- Il tente d'interdire aux travailleurs de faire stationner leurs voitures dans l'enceinte de l'établissement : il y a pourtant plus de places de parking qu'il n'en faut.
- Il importe les modes de division du travail hospitalier : ASH, ASP...

qui sont insupportables pour des monitrices s'étant toujours occupées d'enfants : « faites le ménage, ne parlez pas aux malades, vous n'avez pas à savoir pourquoi ils sont là... »

### ● NOUVELLES MENACES DE LICENCIEMENT

Ces méthodes se heurtant à l'hostilité active des travailleuses et n'amenant pas le résultat espéré, Clément essaie également de licencier une à une les trois travailleuses qui le gênent le plus. Après une tentative de licenciement avortée le 13 septembre, vis-à-vis d'une jardinière d'enfants, pour soi-disant faute professionnelle, tentative qui avorta grâce à la réaction immédiate des travailleuses et de la C.F.D.T., c'est au tour à l'heure actuelle de la secrétaire médicale (standardiste). La direction veut la poster un dimanche sur deux devant son téléphone cadénassé. Elle refuse de se plier à l'arbitraire patronal et à cette nouvelle violation du protocole d'accord, et la direction menace de la licencier.

### ● LA DETERMINATION DES TRAVAILLEUSES

Mais Clément n'a aucune illusion à se faire. Les travailleuses du Prévent, avec l'aide des travailleurs de toute la région, lutteront tant qu'il faudra pour que cesse leur exploitation et pour que leur profession soit au service de la santé des enfants des travailleurs, surtout des moins favorisés, et non au service du fric-roi ; s'il y a quelqu'un à licencier pour atteindre cet objectif, c'est Clément. Le P.S.U. n'est pas étranger à ce combat.

Correspondance ■

## ● Savoie : l'injustice chez Fusalp

La presse régionale étant parfois lente à donner des informations sur les conflits sociaux, nous pensons utile de vous envoyer quelques renseignements (sous la responsabilité du Comité de soutien, qui peut continuer à vous informer). Voilà de quoi il s'agit : dans une entreprise où les conditions de travail sont dures, les relations professionnelles très tendues, le climat général absolument dégradé, plusieurs grèves, déjà, ont éclaté. Il s'agit du cas typique d'usines attirées dans la région par d'importants avantages dus aux municipalités et spéculant sur l'exploitation facile d'une main-d'œuvre féminine taillable et corvéable à merci. Le cas est trop classique pour qu'on y insiste. Le conflit actuel est plus dur, plus « exemplaire », aussi que les précédents. Il s'est déclenché le lundi 6 novembre à propos d'une demande de prime non personnalisée (les injustices relatives à l'attribution des primes et même des salaires étant l'un des scandales permanents de l'usine).

La grève est illimitée ; elle touche les deux tiers du personnel. Des relations sont établies avec les autres usines de la firme.

A Albertville, le Comité de soutien, qui organise l'information et la solidarité, a retrouvé un champ de bataille connu. Les collectes sont entreprises depuis le 14 novembre, et les manifestations de tous ordres ont le soutien actif des travailleurs. Nous envisageons, si le conflit se prolonge, une conférence de presse avec participation des journaux et des hebdomadaires parisiens.

Correspondance ■

## ● Val-de-Marne

LA QUEUE-EN-BRIE : personnel de l'hôpital psychiatrique en grève depuis le 2 novembre à l'appel des syndicats C.F.D.T. et F.O.  
Objet : attribution d'une indemnité de nuit, que la direction refuse malgré un accord signé au niveau départemental.

## ● L'aérotrain tourne mal

BERTIN : Une société de recherche qui a mis au point l'Aérotrain. A Bayonne, Lyon et Plaisir (Yvelines) elle emploie 500 personnes, dont plus d'un tiers de cadres. Aujourd'hui Bertin éprouve autant de difficultés à faire avancer son aérotrain qu'à faire tourner ses entreprises. Depuis le 9 novembre, à l'appel de la C.F.D.T., 200 travailleurs se sont mis en grève.

Malgré l'opposition virulente de la C.G.C., les cadres sont nombreux dans la lutte, avec les ouvriers et employés, pour un objectif essentiel : augmentation de salaire non hiérarchisée et alignée sur l'indice de la métallurgie.

La détermination des travailleurs d'un côté, et celle de la direction de l'autre, risque fort de conduire au durcissement et au développement du conflit. A suivre.

## ● Contre l'expulsion de Faouzia et Saïd Bouziri

Le dimanche 12 novembre, un meeting contre la circulaire Fontanet se tient au Barbès-Palace à l'initiative d'Al Kadihoun, d'AMR 18<sup>e</sup>, de l'ASTI 18<sup>e</sup>, de la CFDT 18<sup>e</sup>, de l'ETA, de la Ligue Communiste 18<sup>e</sup>, de LCR (Espagnole), du PSU 18<sup>e</sup>, de Révolution, de Révolution-Afrique et de l'UGT-SF.

Un camarade arabe nous saisit du cas de Faouzia et Saïd Bouziri : Saïd, depuis 6 ans en France, travaille régulièrement tout en préparant le diplôme d'expert comptable. Faouzia étudiante en sociologie à Vincennes est enceinte de 6 mois. Depuis le 5 novembre Saïd fait la grève de la faim pour protester contre leur expulsion qui doit intervenir le 13 novembre à minuit.

Pourquoi sont-ils expulsés ? Motif indiqué dans un premier temps : le retard à demander le renouvellement de leur carte de séjour. Motif qui sera donné ultérieurement : participation à des manifestations pro-palestiniennes et actions de solidarité avec les travailleurs immigrés. A l'issue du meeting, une délégation se rend dans la salle de la paroisse Saint-Bernard de la Chapelle où Saïd mène sa grève de la faim. Trois camarades — deux Français et un Arabe — décident de se joindre à lui.

Un tract est diffusé massivement citant les déclarations des grévistes :

Saïd, après avoir rappelé les conditions de son expulsion, déclare : « Cette grève de la faim que j'ai engagée avec 3 camarades français et tunisiens veut dénoncer la répression qui frappe tous les travailleurs. La répression et le racisme vont jusqu'au terrorisme (Aubervilliers, Suresnes). Ce n'est pas seulement les Arabes qui sont menacés. A Bayonne 80 Basques menacés d'expulsion font la grève de la faim depuis 20 jours ; trois d'entre eux sont pris par les CRS et mis en prison. Tous les immigrés, nous sommes concernés. »

Saïdani Rabah, travailleur à Romans-Drôme, déclare : « Je suis solidaire de Saïd Bouziri et m'associe à sa grève de la faim pour protester aussi contre la torture de deux travailleurs nord-africains par les gendarmes de Bourg-de-Péage, Sidiri et Ben Hamida, accusés de vol par une indiciatrice de police alors qu'ils étaient innocents ; contre la politique raciste de la marie et de la police envers les immigrés habitant les HLM de la Monnaie... »

J.L., travailleur du quartier, déclare : « En tant que travailleur français, je me mets en grève par solidarité avec mes camarades immigrés. J'appelle tous les Français à rejoindre notre combat... »

Patrick Farbias, travailleur intérimaire déclare : « ...En 1971, 200 ouvriers arabes sont morts tombés sous les coups

des racistes, sous le coup de la campagne gouvernementale... »

Un second tract, tiré à plus de 35.000 exemplaires, appelle à un rassemblement dimanche à 15 h au square de la Chapelle. Il est amplement diffusé (en particulier par les sections syndicales CFDT à la BNP, la plus importante boîte du XVIII<sup>e</sup>). Il est diffusé en langue arabe par les immigrés de la Goutte-d'Or.

Quarante-huit heures avant le rassemblement, l'avocate, notre camarade Lucienne Didner-Sergent est informée que Saïd Bouziri bénéficie d'un sursis de 1 mois renouvelable et sa femme de un an. Recul du pouvoir ? Victoire de notre action ? En tout cas un premier résultat qui nous détermine à maintenir le rassemblement prévu afin d'y annoncer la prolongation et l'élargissement de notre action.

Le dimanche 19, au cours du rassemblement (interdit, puis toléré après des négociations laborieuses, et dûment encadré par les forces de l'ordre) le comité de soutien à Saïd et Faouzia Bouziri se transforme en « comité de défense de la vie et des droits des immigrés ». Il luttera non seulement pour la sécurité des immigrés mais aussi pour leur liberté d'expression (1).

(1) La permanence du comité est assurée 158, rue Legendre le mardi et le jeudi de 19 h à 21 h et le samedi de 15 h à 19 h. Il est à la disposition de tous les travailleurs immigrés.

## ● Thuir : la santé bradée

Thuir, dans les Pyrénées Orient. : Le personnel du centre psychopédagogique (535 employés) en grève depuis le 3 novembre, à l'appel des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

Objet : protester contre la décision du conseil général de rattacher l'établissement au Centre Hospitalier de Perpignan, sous prétexte de « rentabilisation ». Grève gérée

Correspondance ■

## ● animateurs : formés ou déformés ?



Quoique la définition de leur tâche soit malaisée parce que multiple, on peut dire que les animateurs socio-culturels ont pour principale mission d'aider les groupes à cohabiter, et les individus à développer les ressources de leur personnalité dans leurs loisirs et dans leur milieu de travail. Ils répondent ainsi à un besoin de la société, mais peuvent aussi bien servir de tranquillisants ou de compensateurs que d'éveilleurs de conscience, selon le système qui les forme et les accueille.

Cette contradiction apparaît dans la vie des départements « Carrières Sociales » des I.U.T. qui préparent à la profession d'animateurs. Il y en a quatre aujourd'hui : Bordeaux, Rennes, Tours et Paris. Celui de Poitiers a séjé scindé. Celui de Paris (1) s'étouffe : l'enseignement accorde trop au savoir traditionnel et trop peu au savoir-faire sur le terrain. Si les élèves ou professeurs font preuve d'un peu d'initiative en proposant une adaptation des programmes à une réalité toujours en mouvement, ils sont purement et simplement éliminés.

Plus de la moitié des professeurs vacataires ont disparu entre l'année 1971-72 et l'année 1972-73. Ils ont démissionné volontairement, ou bien ont été licenciés par lettre au mois d'août dernier, ou bien encore ont trouvé leur poste occupé à la rentrée sans même avoir été prévenus. L'une des trois classes d'étudiants de première année a été pratiquement liquidée, en juin, à l'entrée en deuxième année. Le 20 juillet, 200 nouveaux candidats, sur 250, ont appris que leur candidature était rejetée sans explication — et l'on se plaint que les I.U.T. soient vides ! — En effet, pour éviter tout risque de contestation ultérieure, on a contrôlé de plus en plus le conformisme au départ. On conseille cependant aux candidats malheureux d'entrer dans la profession (mais comment ?) pour pouvoir bénéficier un jour de la section spéciale (adultes) du département. Autrement dit : si vous persévérez, sans formation, et si vous arrivez à être bien noté par vos patrons, vous aurez fait la preuve que vous pouvez présenter le diplôme de l'I.U.T.

Pendant ce temps, les institutions privées, liées ou non à des associations, se développent. Le financement et les débouchés sont garantis : c'est le circuit fermé. Les départements « Carrières Sociales » des I.U.T. pourraient présenter un champ d'expériences de formation d'avant-garde, sur une base universitaire à sélection démocratique. Il n'en est rien à Paris. La sélection y est plus féroce que dans le privé : totalement arbitraire, elle repose sur des critères « culturels » dépassés ou invérifiables qui ne retiennent, en fait, ni les animateurs de vocation, ni les jeunes d'origine ouvrière. Ceux qui arrivent à passer le barrage subissent pendant deux ans les lois d'un mandarinate au petit pied qui confond culture et bonne éducation, animation et neutralisation, et résoud tous les problèmes internes par la répression.

Des élèves et anciens élèves du département « Carrières Sociales » de l'I.U.T. de Paris, des parents, des professeurs ont décidé de rompre le mur du silence administratif. Ils préparent un dossier qui peut se nourrir de l'expérience de tous ceux qui travaillent, soit en I.U.T., soit dans d'autres institutions de formation d'animateurs, soit encore dans des équipements socio-culturels. Si vous êtes dans ce cas, n'hésitez pas à écrire (2) : que doit être à votre avis un animateur ? Comment doit-il être formé ? Quel devrait être, dans cette perspective, le programme idéal d'un département « Carrières Sociales » ?

(1) Avenue de Versailles, 16<sup>e</sup>, lie à Paris-V  
(2) Au Groupe d'Études sur l'Animation, 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>. (Adresse provisoire.)



Le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance du Brésil est l'occasion, pour la junte militaire au pouvoir, d'un effort de propagande sans précédent. Au-delà des images d'Epinal traditionnelles — Pelé, le café, le carnaval de Rio, Brasilia, etc., — s'agit d'imposer au monde l'image d'un Brésil en pleine expansion, en plein « miracle » économique. Il s'agit de faire oublier les autres images traditionnelles moins souriantes : les gosses des « favelas », la misère du peuple, le massacre des Indiens d'Amazonie. Il s'agit enfin de masquer la vraie réalité du Brésil d'aujourd'hui : la dictature militaire et policière la plus implacable du continent sud-américain, le visage hideux d'un fascisme installé avec la bénédiction du grand capital international.

# BRESIL : L'...

## à l'ombre d...

70 % dans la presse, 90 % dans la publicité.

Les centres de décision — Washington, Bonn, Paris, Tokyo, Berne — assignent au pouvoir politique des tâches limitées mais précises : création de l'infrastructure nécessaire, octroi de facilités fiscales et de change, législation favorable à l'interpénétration des monopoles nationaux et étrangers.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent, par exemple, la réalisation de la fameuse route transamazonienne (vouée exclusivement au commerce extérieur et qui provoque le génocide des Indiens) ou la suppression des impôts touchant les investissements dans le Nord-Est et l'Amazonie, ou encore les crédits accordés par la BIRD et les consortiums français, japonais et allemands (refusés dans le même temps au Chili).

Les trusts nord-américains, allemands, anglais, japonais, français (dont Rhodiacéta, Rhône-Poulenc, Schneider, Fives-Lille) exigent ainsi de l'économie brésilienne qu'elle soit une économie auxiliaire, servant de tremplin aux gros monopoles — escale et base de production et d'exportation pour toute l'Amérique latine. Le Brésil devient donc un sous-impérialisme, satellite privilégié et plate-forme intermédiaire vers l'Amérique latine, au service des grands consortiums mondiaux. Du coup, le capitalisme international ne peut, au Brésil, se payer le luxe d'une démocratie de façade. Le fas-

cisme, à visage de plus en plus découvert, devient la seule solution, à la fois pour assurer à l'intérieur les conditions adéquates d'accumulation du capital, et à l'extérieur pour constituer une menace permanente contre la souveraineté des peuples frères et assurer le bon écoulement des produits des firmes étrangères : le Brésil devient le gendarme du continent sud-américain (ses spécialistes de la torture et de la guerre psychologique officient en Uruguay, et c'est au Brésil que s'est conçu et préparé le coup d'Etat de Panzer, en Bolivie).

Rarement liaison plus claire a pu être mise en lumière entre fascisme et nécessité de l'économie capitaliste internationale : un fascisme moderne, débarrassé de son caractère passionnel, de sa mythologie : il s'agit d'une répression froide, systématique, scientifique, et il faut y insister. Les marionnettes fascistes brésiennes ne risquent pas, comme Hitler, d'échapper tant soit peu à leurs manipulateurs. Elles donneront leur spectacle tant qu'il sera nécessaire, c'est-à-dire jusqu'à l'élimination totale de l'opposition de gauche brésilienne et sa décapitation pour des générations...

### La seule riposte

On reparlera alors peut-être de démocratie au Brésil. Une démocratie comme celle dont parle M. Peyrefitte, c'est-à-dire sans opposition et sans alternance...

Mais dans la situation actuelle où

Le thème omniprésent du « caractère national » de ce « miracle économique » brésilien prêterait à sourire si l'on avait le cœur à sourire. La vérité est tout autre, sinistrement autre.

### Une tête de pont

Les taux de croissance de la production nationale brésilienne sont certes les plus élevés d'Amérique latine, grâce à l'afflux massif des capitaux étrangers. Dans un continent instable, inquiétant, peu sûr, il fallait aux investisseurs internationaux une tête de pont solide, une plate-forme de pénétration qui tienne bon : la dictature brésilienne la leur a fournie.

Dans un rapport confidentiel, la « Rand Corporation » conseillait naguère aux investisseurs des firmes multinationales de redéployer leur implantation en délaissant certains pays, considérés comme peu sûrs (Chili, Pérou, Argentine), et de s'installer en priorité au Brésil.

Le conseil — depuis trois ans — a été largement suivi. Le taux de pénétration de l'investissement étranger atteint au Brésil un pourcentage stupéfiant : la participation du capital étranger aux industries portant des noms nationaux était, en 1970, de 82 % à Sao Paulo, 82 % à Rio, 89 % à Parana. La participation des monopoles étrangers à la production était de 70 % dans l'industrie, 60 % dans le commerce, 68 % dans les transports,

## RFA : les clés d'une campagne

48 sièges de majorité pour la coalition socialiste-libérale en Allemagne fédérale. C'est une victoire dans discussion pour le chancelier sortant Willy Brandt. Certes, nous n'avons qu'une sympathie médiocre pour la social-démocratie, et cette victoire n'est pas pour nous celle du socialisme. Mais il est tout de même positif à nos yeux d'enregistrer l'échec complet de la campagne démagogique de Rainer Barzel et des chrétiens-démocrates. Il est réconfortant de voir que la CDU — malgré l'appui du grand capital et de la grande presse (groupe Springer) — n'a pu rallier les suffrages sur le thème rebattu de l'ogre communiste. Il est fort satisfaisant enfin de savoir le NPD (néo-nazi) rejeté aux poubelles de l'Histoire, après avoir connu ces dernières années, une remontée inquiétante.

AUSSI dure qu'ait été la confrontation entre les deux grands partis, chrétien-démocrate et social-démocrate, celle-ci a eu lieu essentiellement en vase clos, c'est-à-dire à la télévision et par voie d'annonces publicitaires dans les journaux. Le champ de bataille s'est ainsi déplacé : la lutte n'a guère eu lieu dans la rue, où les affiches traditionnelles se contentaient de présenter des portraits de politiciens souriants. Le contenu des slogans était dans l'ensemble pauvre. Les réunions électorales habituelles n'ont attiré que les convertis.

Tous les partis ont eu droit à un certain temps d'antenne après les informations télévisées du soir, qu'ils ont utilisés sous la forme de spots publicitaires. Mais surtout la télévision a organisé trois grands débats entre les leaders de l'opposition et de la coalition gouvernementale : Rainer Barzel et F.J. Strauss représentaient la CDU-CSU Willy Brandt et Walter Scheel les partis au pouvoir. D'autres émissions ont régulièrement réuni les experts de ces partis.

Le coût de la campagne menée par la CDU-CSU a dû s'élever à environ 100 millions de DM. Cette estimation ne tient pas compte de certains frais engagés au niveau local. La CDU, dont la situation financière était plus que précaire au lendemain des élections de 1969, n'a pu rassembler une telle somme qu'avec l'aide massive d'une grande partie du patronat ouest-allemand. Celui-ci a, en plus,

créé de son côté des organismes « ad hoc » pour la seule période de la campagne électorale, dans le but de défendre « l'économie libre de marché contre le socialisme ».

L'ancien ministre social-démocrate Karl Schiller a accepté de faire cause commune avec le « père de l'économie sociale de marché », Ludwig Erhard, au cours d'une vaste campagne de 5 annonces publicitaires, dont chacune a coûté, estime-t-on, 700.000 DM.

La campagne de la CDU-CSU s'est essentiellement axée sur deux thèmes :

— le retour à la stabilité. Mais elle s'est contentée dans ce domaine d'affirmer qu'elle avait une recette. Dans le détail, il apparaît qu'un gouvernement CDU-CSU ne prendrait pas des mesures fort différentes de celles prévues par la coalition sociale-libérale.

— La lutte contre le communisme : la CDU-CSU pratique un chantage à la peur comme dans les pires années de la guerre froide. Elle voit quasiment en toute réforme un essai pour instaurer le communisme en RFA, et assimile toute forme de socialisme à la fin de la liberté. F.J. Strauss a été jusqu'à dire que si l'actuelle coalition sociale-libérale devait rester au pouvoir, cela signifierait que la RFA ne connaîtrait plus par la suite « d'élections libres ».

Entraînée par le mouvement de polarisation de cette campagne, la social-démocratie n'a pas hésité à se donner un langage plus socialiste que par le passé et elle a

davantage axé sa propagande sur les travailleurs que lors des précédentes campagnes où elle avait essentiellement eu le souci de gagner des voix dans l'électorat des couches moyennes.

Elle s'est ainsi présentée comme le grand parti réformiste allemand, sans lequel l'Allemagne en serait restée au stade de l'exploitation des premiers âges du capitalisme. Mais, soucieux aussi de ne pas mécontenter le patronat, W. Brandt, à plusieurs reprises, a affirmé son attachement à l'ordre économique établi.

Le parti libéral FDP tente toujours de se profiler entre les deux grands partis, en faisant comprendre aux électeurs qu'il est indispensable aux côtés de la SPD, dans la mesure où il peut freiner ses ardeurs réformistes et que la CDU-CSU, en tant qu'ennemie de toute réforme, ne peut constituer une alternative valable. Il se présente comme le parti de la raison, de l'équilibre, du juste milieu.

Au-delà de l'indiscutable victoire de W. Brandt, cette campagne électorale aura eu une fonction bien précise : tous les partis ont été obligés de formuler leurs exigences en fonction des réalités ouest-allemandes. Dans le cas de la social-démocratie, cela veut dire qu'elle a été obligée de formuler son programme de réformes en fonction des intérêts du patronat. Le patronat ouest-allemand a fait clairement comprendre qu'une transformation de la société n'était pas possible sans son accord...

Pierre BONTEMPS ■

# expansion de la torture

toutes les issues pacifiques et légales sont fermées, la violence organisée des masses populaires devient la seule riposte possible. La résistance coordonne déjà la lutte armée de guérilla et les luttes de masses, sous toutes les formes, dans une stratégie globale de guerre du peuple s'étendant des villes aux campagnes, depuis 1968.

C'est une tâche difficile : la lutte armée comme expression la plus haute des luttes de classes n'est pas comprise par une majorité de la population. C'est-à-dire qu'il y a un hiatus entre les actions armées qui se développent dans les villes et les différentes formes d'action politique (manifestations de masse, grèves, etc.).

Or, pour se développer et être victorieuse, au Brésil comme ailleurs, la lutte armée exige une jonction étroite avec les différentes luttes de masse, à la ville et à la campagne.

Dans cette optique, le rôle des organisations autonomes de travailleurs — clandestines, bien entendu — est fondamental. Comme l'est, sur le plan syndical, celui des organisations indépendantes de masse (OIM), organisations illégales qui « doublent » un syndicalisme légal bercé d'illusions réformistes et de plus en plus coupé de la base ouvrière.

En un mot, l'objectif essentiel des révolutionnaires brésiliens est la constitution d'un front anti-impérialiste et anticapitaliste, à l'intérieur duquel, si l'on veut éviter le détournement à des fins patriotiques, la classe ouvrière doit fermement conduire le processus jusqu'à son terme.

## La réponse de la dictature

Après une phase de montée des luttes (1967-1968), l'appareil répressif brésilien a certes remporté des succès mais n'a pas brisé l'élan révolutionnaire.

Dès 1967, les structures et les méthodes de répression ont été modernisées et modifiées : centralisation du commandement, concentration des effectifs ; augmentation des troupes d'élite (bandeirantes) et des « services spécialisés (la DOPS et la police fédérale), formation d'unités anti-guérilla rurales.

— L'infiltration des policiers dans les organisations de gauche a été, par contre, rendue plus difficile par le caractère révolutionnaire affirmé de ces organisations, plus difficiles sur le recrutement.

— La constitution d'agressions fascistes a été encouragée (escadrons de la mort).

— La propagande la plus abjecte et la plus primaire est utilisée à fond par le gouvernement : assimilation des révolutionnaires à des criminels de droit commun, campagnes d'appel à la délation par le peuple, publicité tapageuse sur les défaites de la révolution (par exemple, l'assassinat de Marighella), enfin, l'utilisation des médecins et des enseignants dans la campagne pour des opérations anti-guérilla.

— Mais, surtout, la torture a été géné-

ralisée et systématisée. Psychologique autant que physique, elle s'accompagne d'assassinats des détenus, ensuite maquillés en tentatives d'évasion. La généralisation de la torture au Brésil a été dénoncée à de nombreuses reprises, et pas seulement par les révolutionnaires : les interventions de l'Eglise (Dom Helder Camara) et le rapport d'Amnesty International constituent autant de témoignages accablants (voir « le Monde » du 13-9-72 : 12.000 prisonniers politiques au minimum, 500 personnes mortes sous la torture, 2.000 procès politiques chaque année. Qui dit mieux ou pire ?) Dans les prisons, les tortures sont pratiquées par des militaires, sous l'autorité d'officiers de haut niveau (généraux, colonels). Elles ont un caractère « scientifique » et certaines sont devenues des « spécialités » brésiliennes : chaise électrique pau de arara (le détenu est suspendu nu, la tête en bas, et frappé ou soumis à des chocs électriques à la tête et aux parties génitales). L'on rouvre les plaies des blessés qui viennent d'être opérés, les femmes et les enfants sont torturés devant leur mari ou leur père, etc. Des « médecins » — comme dans les camps de la mort — « assistent » les prisonniers et garantissent la durée de leur supplice ; mais il y a des bavures... et donc des disparus. Les lieux de torture sont connus, notamment le ministère de la Marine. Inutile de dire que les droits de la défense sont bafoués, bien entendu.

C'est cela le Brésil, aujourd'hui. Un régime fasciste dépendant du capitalisme international, qui essaye de faire croire qu'il devient une puissance économique autonome ; un pays où la protection minimale des citoyens contre l'arbitraire est inexistant ; un sous-continent où une chasse scientifique et impitoyable aux révolutionnaires a été ouverte et menée depuis cinq ans. Cette situation nous concerne tous en tant que développement possible du capitalisme international.

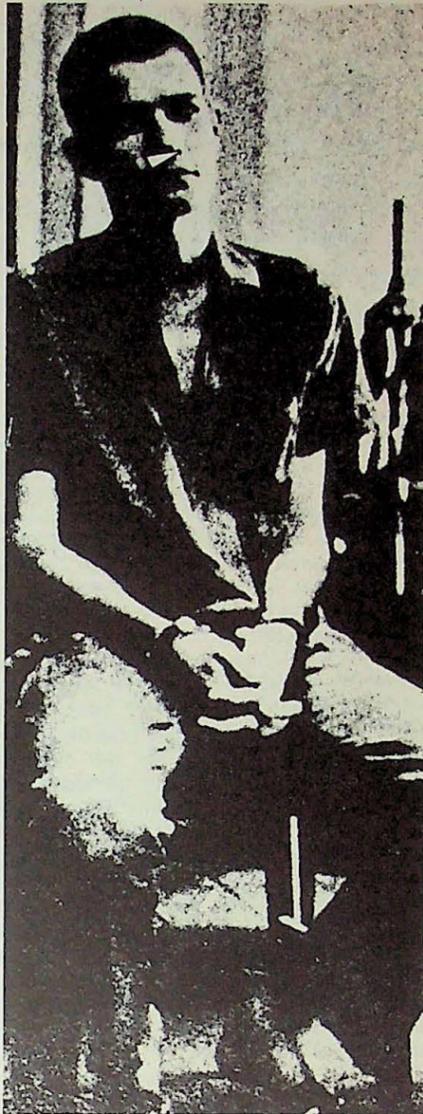
Comme nous le demandent les camarades du Brésil, il faut donc « briser le complot du silence » de la bonne conscience internationale sur le Brésil. Il faut dénoncer le régime brésilien et affirmer par tous les moyens notre solidarité aux camarades emprisonnés ou engagés dans les luttes. Pour ce faire, il importe de dénoncer l'action des firmes françaises implantées au Brésil et l'attitude du gouvernement français, laquelle constitue une approbation officielle de ce qui se passe là-bas (collaboration des polices, visites officielles, interdiction de Tricontinental).

## Quelques lignes

Les révolutionnaires français ne sauraient rester sans répondre à l'appel d'un condamné à mort de 19 ans (voir lettre ci-contre) lorsqu'il écrit, à la veille de son exécution : « **Compagnons, vous ne pouvez pas vous imaginer quelle serait la valeur de quelques lignes écrites par vous. Je sais que c'est difficile, mais si vous pouvez essayer de le faire, essayez.** »

Il faut essayer, et davantage encore.

Daniel LENEGRE ■



D.R

[Extraits d'une lettre écrite de sa prison par Teodomiro dos Santos — 19 ans, militant du Parti communiste révolutionnaire brésilien. Dos Santos, condamné à mort, verra ensuite sa peine commuée en prison à vie.]

• *Camarades,*  
Notre jugement a été fixé pour le 18, c'est-à-dire dans trois jours. Bien que je ne croie pas à la peine de mort, je vous écris comme si c'était pour la dernière fois, car on peut attendre de la dictature les plus grandes absurdités. Cette lettre signifie beaucoup de choses : c'est un rapport, un épanchement, une autocritique et une profession de foi.

Vous devez déjà savoir de quelle façon nous avons été arrêtés. Passons alors sur ce qui s'est passé ensuite, les tortures ont toujours été les mêmes, et je n'irai pas perdre du temps à les décrire (...).

Excusez le ton émotionnel que prend ma lettre, mais j'ai besoin de m'épancher en raison de tout ce que j'ai porté en moi, pendant tout ce temps (...).

Quelquefois la frustration est telle qu'on voudrait donner des coups de poing au gardien, à la sentinelle, au directeur, à tout diable qui pourrait apparaître. Et cependant, on doit montrer une joie, une tranquillité qui n'existent pas, pour essayer d'aider les compagnons plus faibles. A part ça, il nous manque la présence des camarades (...). Certains matins, je m'éveillais si désireux de parler à quelqu'un que je touchais ma propre épaule ou passais la main sur ma tête en demandant : « Ça va, camarade ? ». Et moi-même, je répondais : « Ça va » (...).

Compagnons, vous ne pouvez pas vous imaginer quelle serait la valeur de quelques lignes écrites par vous. Je sais que c'est difficile, mais si vous pouvez essayer de le faire, essayez (...). Camarades, soyez sûrs que la perspective de la mort ne me fait pas peur. Et que je suis ferme et heureux devant elle. Il y a en moi une force qui me pousse en avant et ne me laisse pas regarder derrière, ni de côté. Si je meurs, je mourrai heureux parce que c'est beau de mourir pour une cause comme la nôtre.

Ne doutez pas qu'au dernier moment, mes pensées seront pour vous, mes camarades, que j'aime tant, pour la révolution et pour le peuple brésilien qui souffre tant. ■

# TURQUIE : le fascisme

Sur l'aéroport de Sofia, des révolutionnaires turcs ont, le 22 octobre dernier, rappelé que la Turquie vit à l'heure du fascisme. La méthode utilisée (détournement d'avion) pour si débattue qu'elle soit comme moyen efficace du combat révolutionnaire, a pour mérite d'obliger la presse et la radio bourgeoise de parler du sujet. Et encore sommes-nous des privilégiés ! La radio turque a déclaré, elle, que « les gangsters » qui avaient détourné l'avion ne formulaient aucune exigence précise. Il est vrai qu'il est difficile (à moins de s'en emparer) de faire dire à une radio fasciste que le régime est un régime d'assassins...

La dictature militaire en Turquie est à l'instar de celle de Grèce, du Brésil, d'Argentine ou de Bolivie, le substitut commode pour l'impérialisme US, à des bourgeoisies nationales en déclin ou corrompues. Les militaires obéissent mieux aux ordres, sont plus efficaces dans la répression et donnent l'image de la moralité.

## Le masque

La dictature militaire turque n'échappe pas à cette règle. Conçue par les impérialistes aussi bien pour réprimer la lutte de classe que pour surmonter les contradictions intestines qui rongeaient les classes dominantes depuis quelques années, elle avoue ses finalités dans le jugement rendu par ses tribunaux contre le Parti Ouvrier Turc (POT) (parti légal avant la dictature). Ce jugement dit en substance que le projet du POT (abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme) est contraire à la Constitution turque.

Les généraux fascistes ont depuis l'arrivée au pouvoir, en mars 1971, réprimé, torturé tous ceux qui s'opposaient à l'ancien régime et a fortiori au nouveau. L'état de siège permanent en est la traduction concrète, les procès et exécutions sommaires la démonstration permanente.

L'une des fonctions de tous les similigouvernements qui se sont succédé depuis le 12 mars 1971 en Turquie, a été de gérer cet état de fait et de tenter de réconcilier les différents groupes d'intérêt qui partageaient le pouvoir. Mais comme dans toute course au pouvoir politique de ce type, les requins se dévorent entre eux. C'est ce qui explique les changements successifs de cliques dirigeantes. Ces changements voudraient laisser croire qu'il y a une vie démocratique en Turquie : rien n'est bien sûr plus faux. L'organisation de congrès mondiaux à Istanbul (comme celui des journalistes, qui a d'ailleurs condamné la répression des libertés de la presse) n'y change rien.

Mais faire régner l'ordre est une chose : faire des affaires en est une autre.

## Une armée affairiste

Pour réaliser ce deuxième objectif, les militaires investissent avec, la bienveillante autorisation des USA. Le capital provient de retenues sur la paye des officiers, mais aussi des dollars distribués pour services rendus à l'impérialisme. La société financière qui gère ce capital s'appelle Oyak et a de nombreuses participations dans des entreprises européennes ou américaines qui cherchent en Turquie à produire plus, moins cher et écouler une part de la production dans le pays. Parmi ces pôles capitalistes on peut citer Renault mais aussi Harvest International.

« L'armée turque — écrivait d'ailleurs récemment le « Time » — est devenue une classe dans le monde des affaires. C'est elle qui fait les investissements les plus importants ».

## La guerre civile

Dans ce contexte, auquel il convient d'ajouter les tensions nées des contradictions d'un secteur précapitaliste important (seigneurs de la terre, bourgeoisie agricole, etc.), la liquidation totale d'un mouvement révolutionnaire qui pourrait utiliser la situation devient impérative.

Le Premier ministre Melen n'en fait plus mystère, qui a cessé d'évoquer les activités d'une « poignée d'anarchistes » pour déclarer tout net : « En ce moment nous livrons une guerre civile ! » Il a annoncé le procès de 500 personnes...

A la suite de l'enlèvement d'un dénonciateur par des paysans il y a deux mois, quelques villages kurdes à l'est de la Turquie ont été bombar-

dés par des avions. Pour l'état-major de l'armée, c'est un accident de parcours ! On ne compte plus les cas de tortures à travers lesquelles une opinion mondiale presque habituée à l'horreur (après la Grèce, le Brésil, l'Espagne, l'Argentine, l'Iran) ne distingue pas les sirènes du fascisme. La répression s'attaque bien sûr à toute l'intelligentsia en général (ingénieurs, architectes, professeurs, journalistes) et quand il n'y a pas d'emprisonnement — pour activités subversives — il y a les mutations, le chômage. Il faut empêcher ceux qui le peuvent de témoigner devant l'opinion publique.

L'activité des groupes révolutionnaires dans cette situation ne peut être que clandestine et défensive. Mais il leur est nécessaire de se lier aux masses populaires, d'autant que les travailleurs commencent à se battre : des centaines de paysans et d'ouvriers auraient été emprisonnés dernièrement, pour leur appartenance ou leur soutien au Parti Révolutionnaire Ouvrier-Paysan de Turquie.

D'autre part, Ziga Yelmar, membre du Front Populaire de la Libération, condamné à mort, se trouve en instance d'exécution.

La lutte de la classe ouvrière, à l'étape actuelle, présente essentiellement un aspect revendicatif et gagne en vigueur dans certains secteurs de l'industrie. Les luttes récentes témoignent de la résistance de la classe ouvrière et de la paysannerie à l'exploitation effrénée et à l'oppression (1).

Le pillage impérialiste et l'oppression croissante pratiquée par les classes dominantes aggravent chaque jour davantage la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie et suscitent de plus en plus leur haine de classe.

Yves PELISSIER ■

(1) La plupart des informations et analyses de cet article nous ont été fournies par des camarades Turcs du FUP (Front Uni Patriotique).

# sur le front des luttes

## BASQUES : Marcellin se fait la main

Il y a maintenant presque deux ans, le monde entier suivait, bouleversé, le procès de Burgos. De jeunes militants du mouvement révolutionnaire basque ETA risquaient de subir la peine de mort.

La protestation internationale fut vigoureuse. En pays Basque, elle prit une intensité particulière. Mais elle fut aussi très importante à travers l'Espagne entière, et sous d'autres formes en France.

Il y avait là un problème particulier qui concernait singulièrement et Paris et Madrid. Depuis lors, les deux gouvernements — quels que soient les démentis de Raymond Marcellin — ont entrepris une collaboration étroite, pour réduire en commun la résistance basque à l'oppression franquiste et la manifestation naturelle des Basques pour leurs droits (politiques, sociaux, économiques et culturels) face aux Pouvoirs publics français.

Il ne s'agit pas ici de faire un amalgame abusif entre les types de répression mais de constater que depuis deux ans la collaboration entre les deux polices, les deux administrations et les deux gouvernements devient de plus en plus étroite, au point de procéder d'un côté comme de l'autre aux mêmes arrestations arbitraires, aux mêmes mesures administratives, en dehors même des lois existantes, tout au moins pour ce qui concerne le droit français.

Il n'est sans doute pas nécessaire de revenir ici, sur le problème basque, tel qu'il se pose depuis des siècles, en Espagne.

Peut-être est-il cependant indispensable de souligner que le mouvement nationaliste basque, qui avait pris racine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en Espagne, et n'avait cessé d'augmenter son influence jusqu'en 1937, avait, au cours de la guerre civile, obtenu un statut d'autonomie du gouvernement républicain pour Euskadi, et se trouva de ce fait aux côtés du gouvernement contre les troupes franquistes.

Ce fut un des événements importants de la période, insuffisamment, très insuffisamment étudié par tous les historiens de la guerre d'Espagne.

Mais cet événement de première importance ne pouvait cacher d'autres données fondamentales :

— La bourgeoisie basque soutenait en grande partie le mouvement nationaliste ;

— La petite bourgeoisie en fournissait les cadres essentiels ;

— La classe ouvrière et la paysannerie suivaient les dirigeants nationalistes, sensibles au fait que toutes les forces politiques, y compris les forces ouvrières et syndicales, ignoraient le fait basque, voire le combattaient.

Les dures années de l'oppression franquiste devaient éclairer le problème et, du coup, mieux permettre de préciser les composantes du mouvement nationaliste.



OR

D'une part, le Parti Nationaliste Basque, qui dominait le gouvernement d'Euzkadi en exil, tout en maintenant une opposition ferme, mais de principe, au gouvernement franquiste, se refusait à organiser une résistance active (à tous les niveaux et sous toutes ses formes) à l'appareil d'Etat espagnol.

D'autre part, dans les milieux estudiantins et les milieux populaires, une nouvelle approche du problème se produisait. Peu à peu naissait, et non sans confusion, l'idée qu'il était indispensable, pour affirmer le droit d'être basque, de signifier également à la bourgeoisie nationale que les intérêts de la classe ouvrière comme de la paysannerie basques étaient indépendants des leurs, et même contraires.

Un mouvement socialiste basque était en train de naître, dont l'ETA, ou du moins sa majorité, est l'expression.

C'est cette radicalisation du mouvement qui est maintenant en cause.

Dès lors, l'accord tacite qui existait entre les autorités françaises et les exilés politiques basques — dont le comportement était souvent cité comme exemplaire — était rompu.

Quand Guy Petit — sénateur-maire de Biarritz — cite les 1.300 exilés basques « qui se conduisent bien » et la centaine de trublions et d'excités qui risquent de compromettre les bonnes relations franco-espagnoles, il traduit, en clair, ce que le gouvernement n'ose dire, mais sur quoi il se fonde pour pratiquer une répression de plus en plus ouverte.

Ce faisant, les notables basques — sensibles tout de même à la pression de l'opinion — oublient deux choses : — La solidarité basque n'est pas un vain mot et s'étend à tous les milieux, parce qu'elle participe d'une prise de conscience d'ordre national ;

— Le sous-développement économique du Pays Basque Nord commence à être ressenti en termes de colonisation intérieure, et les germes apparaissent d'une radicalisation des sensibilités qui va vers le socialisme, et ceci hors — ou contre, comme pendant longtemps en Espagne — la gauche traditionnelle (PCF, PS, etc.).

Ce sont là les raisons profondes des mesures actuellement prises par Raymond Marcellin.

Il reste que les mesures d'assignation à résidence, d'expulsion, de retraits de cartes de séjour, etc., prises ces derniers temps à l'égard des réfugiés politiques basques sont prises en dehors de toute légalité.

La Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés, ratifiée par la France, exclut et sanctionne toutes les mesures actuellement prises par le ministère de l'Intérieur. Et en premier lieu, celle qui interdit le libre choix de résidence.

Mais que l'on ne se y trompe point, cette affaire ne concerne pas que les seuls immigrés basques.

Si l'on peut dire, le gouvernement se fait ici la main. Il espère qu'une répression localisée permettra d'habituer l'opinion française à des mesures d'un type plus large et à un contrôle plus rigoureux des activités politiques de quelque immigré que ce soit et quelle que soit sa nationalité.

La circulaire Fontanet, qui délègue en fait tous les pouvoirs au ministère de l'Intérieur pour autoriser un étranger à résider et travailler en France, est révélatrice sur ce point.

Marc ECHEVERRY ■

# Le petit poucet et l'ogre capitaliste

« Croissez et multipliez » conseillent nos dirigeants bien pensants. L'avortement gratuit, fi donc ! et les Simon, Gondonneau et autres Carpentier, à la trappe ! Il nous faut de plus en plus de jeunes consommateurs, le berceau est le premier maillon de la chaîne des mammouths !

Il n'est qu'à constater l'abondance des publicités en faveur des produits alimentaires et de beauté pour bébés. Bébé est une bonne cible en direction des parents. La machine une fois en route, n'a plus de raison de s'arrêter. Dès que l'enfant peut être disponible, on le met devant la télévision, là il reste tranquille. Inconsciemment, il absorbe, l'influence des images frappe son imagination. Comme le disait un speaker de la télévision, il faut le plus tôt possible prendre l'enfant par la main et le conduire dans les rayons du grand magasin de la société de consommation.

## Jeunesse et famille

Le Salon de l'Enfance (qui cette année se pare de deux appellations supplémentaires : « jeunesse » et « famille ») se charge de l'opération et le concours du Printemps en est une illustration typique :

- Tu es au Salon de l'Enfance. Vas chercher des petits cailloux au stand du journal « Pomme d'Api » où on tamponnera ton bon de participation. Tu dois faire un dessin

avec les petits cailloux. Quand ta feuille sera tamponnée, tu pourras aller au Printemps où tu regarderas les vitrines du « Petit Poucet ». On te posera des questions sur les habits présentés. Tu viendras au 5<sup>e</sup> étage et tu pourras gagner des pull-overs « Woolmark », des jouets, des tee-shirts « Petit Poucet », des entrées gratuites au cinéma « Petit Poucet », un album « Petit Poucet ». Tu pourras alors participer le 15 novembre à la grande finale où tu pourras gagner 500 F à dépenser au Printemps.

- Au Printemps, j'y suis allé avec mon petit carton et mes petits cailloux... je croyais avoir gagné... mais tout ça, c'est des attrape-nigauds ; quand je suis arrivé, il n'y avait rien du tout, on m'a donné seulement deux boîtes de bonbons... et puis, la grande finale, j'y crois pas !

Mais pour un gamin qui n'y croit pas, combien qui se font avoir ?

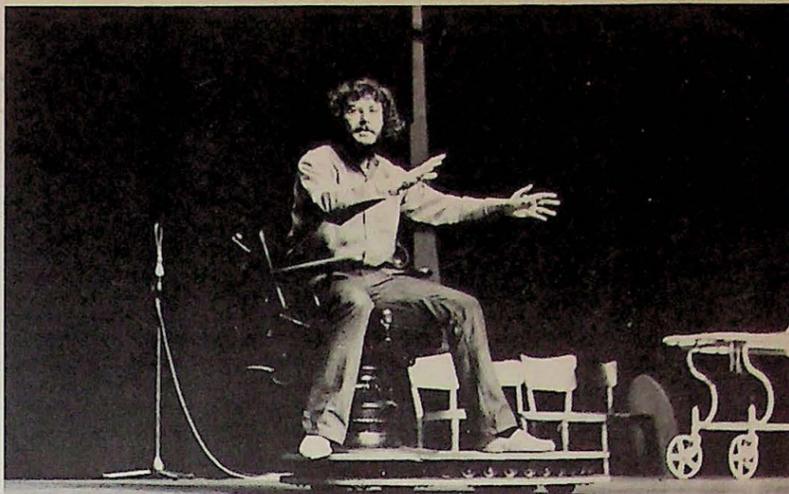
Moins effrayant, en apparence, que l'ogre du conte de notre enfance, l'ogre capitaliste ne croque pas le petit Poucet ! mais il le dresse bien, lui et ses millions de frères, dès leur enfance, par les slogans publicitaires de toutes sortes dont il l'entourne (radio, cinéma, télévision, affichage mural, presse...) et il les amène ainsi, sans douleur, à ne plus pouvoir se passer de cette société de consommation. Fi de la chair fraîche de l'ogre de jadis, l'ogre capitaliste a trouvé un meilleur moyen : son capital se nourrit du travail de ces millions d'hommes conditionnés dès leur enfance.

Françoise CLAIRE



5. La Pêche et la Baignade.

# La langue au chat



D.R.

IMAGINONS une société plus toute jeune, prise en charge par un gouvernement un peu mûr, un peu pourrissant, dont les dirigeants prêts à s'en aller par morceaux — leur cœur flanche, leurs muscles, leurs articulations, se disloquent — se présentent pourtant devant les appareils de télévision pour dire qu'ils ont bon espoir. Peut-être le capitalisme ne va-t-il pas aussi bien qu'il faudrait, mais il nous reste la Culture, cette tard-venue sur l'échiquier politique.

Cette société, c'est celle qu'évoque La langue au chat, la dernière pièce de Roger Planchon, le second spectacle proposé par le T.N.P. en préfiguration à Villeurbanne (1).

Tout se développe à partir d'un plateau de télévision où se succède, sur le rythme hallucinant du travail propre à ce lieu, une suite de séquences dont chacune, fragment bousculé d'une série, prétend évoquer entre deux exhibitions de girls, l'un des grands problèmes de notre temps : sexe, industrialisation, surpopulation, survie de l'Eglise catholique apostolique et romaine.

Toutes ces séquences sont ponctuées par les interventions d'un personnage — le Chat — qui est aussi bien figure d'un penseur mystique qu'avatar de Madame Soleil. On ne sait à aucun moment si ce personnage étrange joue le jeu ou est pris au jeu pour lequel il est engagé — redonner, aux hommes atteints d'un grand manque de

foi, confiance dans des disciplines spirituelles, fussent-elles liées à la magie et frappées d'irrationnel.

## Appel à la vigilance

Ainsi, à travers la satire des modes de production et du personnel qui officie à la télévision — speakerine en quête de son moi impossible à saisir ; présentateur play boy — Planchon donne à voir un monde que les hommes ont conduit à la dérive. La vision se trouve encore aggravée par le dénouement de la pièce, la reprise en main par un régime totalitaire qui balayera toute idée, toute possibilité d'expression par quelque art que ce soit.

Eu égard aux problèmes qu'il soulève, le spectacle ne propose pas de solutions. Le monde réel n'apparaît qu'en filigrane dans ce rêve-cauchemar. Mais on ne peut pas ne pas y découvrir une conscience angoissée et singulièrement lucide de ce qui, pour nous, appelle à la vigilance politique, par delà le brillant et l'extraordinaire perfection technique et esthétique d'un tel spectacle.

Dominique NORES ■

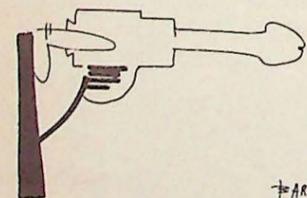
(1) Représentations en novembre : Villeurbanne (jusqu'au 25) ; Nice (29 et 30).

# Vie et mort de Jules Dupont

La pièce raconte la vie d'un ouvrier resté un militant communiste après avoir gagné une quarantaine de millions à la Loterie nationale. Que faire de cet argent ? Partager avec les camarades ? Regonfler les finances du parti ? Jules Dupont a une meilleure idée : il achète en plein Sahara un coin de terre, où il instituera le socialisme selon lui, un socialisme où, très vite, de compagnon de route il deviendra patron, et d'oppressé oppresseur. Bien entendu, il n'a rien voulu de tout cela. L'enfer, c'est les autres. André Ginzburger n'a probablement pas voulu que sa pièce soit ce qu'elle est, une pièce profondément réactionnaire. L'attaque du communisme par Jules Dupont devenu le riche O'Conock ne vise jamais les appareils du parti. Elle reste sentimentale et petite-bourgeoise : vous nous avez construit un monde triste ! Par contre, elle répand son fiel sur les hommes d'aujourd'hui qui, n'ayant pas compris le grand rêve de fraternité de Jules Dupont, l'ont rejeté dans la malaisance. Bien entendu, tous les camarades du Jules Dupont de la première heure sont des ignobles. André Ginzburger déverse un mépris qui n'exclut pas l'angoisse véritable, sur tous ses personnages, sur le pourri et sur le pur — un petit assureur du canton de Bâle qui n'aurait pas dû loger sa fiancée si le grand capitalisme ne lui faisait l'aumône.

D.N. ■

(Théâtre de la Cité Internationale, 21 boulevard Jourdan (14))



J. ARON

## SEX-SHOP, film français de Claude Berri.

Au pays des gauloiseries et de Molière, de Michel Sardou et de Claude François, « ça » fait partie des choses qui vont de soi. Auxquelles, comme la ligne bleue des Vosges, on pense sans cesse mais dont on ne parle jamais. Enfin, pas en public. L'idéal étant de pouvoir y faire allusion pendant dix ou vingt minutes sans prononcer ou écrire le mot : sexe. Le film de Claude Berri est fort simple : un libraire « classique » qui ne faisait plus recette, profitant de la situation de sa boutique près de la rue Saint-Denis, se reconvertit dans la sexualité — il se spécialise, quoi ! Livres, films, gadgets, produits divers : avec un échantillonnage de goûts assez variés. Et puis, il exploite le filon : il lance un club de « rencontres » — pour tisser des liens — et organise même

# La ligne bleue des Vosges

une croisière pour les membres de ce « Love club »... Claude Berri évite fort habilement deux travers : le voyeurisme et la gaillarderie « bien-de-chez-nous ». Certaines des intentions satiriques sont claires, et même, pour un film destiné au grand public (et ce n'est pas l'interdiction aux moins de 18 ans dont la censure, comme pour justifier le contenu du film, l'a affublé, qui fera baisser les entrées) courageuses. Ainsi, à celui qui s'indigne de la vente libre d'accessoire comme fouets, chaînes ou attaches diverses, l'un des personnages répond : « Après tout, le livre de Massu glorifiant la torture n'a pas été interdit ! » Et les réactions de la salle étaient fort discrètes... Mais en dehors d'une critique générale de la pudibonderie et d'une conception étroite de la « normalité », on voit mal où le réalisateur veut en venir. Coïncidant pour sa sortie avec la parution du rapport du Dr Pierre Simon sur « Le comportement sexuel des Français », on ne peut que regretter des silences du film. Rien n'est dit,

par exemple, sur l'entière dépendance de la sexualité par rapport à l'argent, aux rapports marchands. Le thème de la « sex-shop » fournissait pourtant là une belle occasion ! En tout cas, l'intention critique n'apparaît jamais clairement. Rien non plus sur l'exploitation cinématographique ou littérai-

re, mais toujours commerciale quant au fond, de l'érotisme ou de la pornographie : au total, il reste un film qui profite d'une certaine « libéralisation des mœurs », comme on dit, pour faire la satire de préjugés dépassés. Si l'on ose dire, ça reste frustrant.

T.M. ■



D.R.

## cinéma 72

NOVEMBRE

TRENTE ANS DE CINEMA ANGLAIS

LES FILMS DU MOIS : JEREMIAH JOHNSON LA CEREMONIE

ENTRETIENS : JOHN BOORMAN, NAGISA OSHIMA, JAMES BECKET

CINEMA EN SUISSE

6 rue Ordener 18<sup>e</sup>

Le N° : 4,00 F

RACINE Tél. MED 43.71

Jetons Les livres Sortons Dans les rues Film japonais de Shuji Terayama une révélation !

# LE RÊVE DE DIOMÈDE ET LA RÉALITÉ ...

